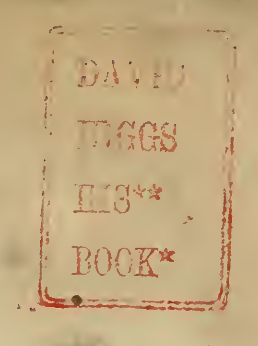




RÉCIT

DE CE QUI S'EST PASSÉ

DE PLUS REMARQUABLE

A L'ARMÉE DE CONDÉ.

RÉCIT

DE CE QUI S'EST PASSÉ DE PLUS REMARQUABLE A L'ARMÉE DE SON ALTESSE SÉRÉNISSIME M.gr LE PRINCE DE CONDÉ, EN 1791, 1792 et 1793.

PAR B. P.

Ancien Chev.r de St.-Louis.

De l'Imprimerie de M.me v.e PORTIER, à Laval. Décembre 1817.

Et se trouve à Paris chez M.r PICARD, Libraire, Quai des Grands-Augustins, N.° 47.

PRÉFACE.

Je n'entreprends point d'écrire l'histoire des campagnes que Monseigneur le prince de Condé a faites avec des braves de toutes les parties de la France, de 1791 *que sa petite armée se forma, jusqu'en* 1801 *qu'elle fut licenciée. Je ne parlerai point de celle de* 1794, *ni de celle de* 1795, *où l'armée de Condé, par de savantes manœuvres et d'habiles contre-marches, couvrit constamment l'armée de M. le maréchal de Wurmser, et défendit le passage du Rhin. Je ne parlerai pas non plus de la campagne de* 1796 *qui eût été l'une des plus brillantes si elle n'avait pas été l'une des plus meurtrières, et où le Roi Louis* XVIII *se montra souvent.*

Ce fut cette année 1796, *qu'étant un soir sur les dix heures, à l'une des fenêtres de son appartement, à Dillingen en Bavière, Sa Majesté reçut une balle au sommet de la tête, et qu'elle dit à MM. les ducs de Grammont et de Fleury qui étaient à ses côtés saisis d'effroi, « tranquillisez-vous,*

mes amis, un coup qui ne fait pas tomber n'est rien. Ah! s'écria M. le duc d'Avaray, voyant ruisseler le sang, si le coup avait porté deux lignes plus bas.... hé bien, dit Louis XVIII, *le Roi de France s'appellerait Charles* X.

Ce fut cette même année 1796, que le Roi se trouvant sur la rive droite du Rhin et les Français étant sur la rive gauche, les avant-postes n'étant séparés que par ce fleuve, Louis XVIII *sut que des soldats français avaient dit à des Condéens, « Nous voudrions bien voir votre » Roi. » Sa Majesté, malgré de pressantes sollicitations de ne point s'exposer, monte un jour à cheval, escorté des officiers de son état-major, leur ordonne de rester en arrière, va au Rhin vers un avant-poste, avance dans l'eau jusqu'au ventre de son cheval, pour se faire mieux entendre et dit :*

« Mes enfans, vous avez désiré de voir » votre Roi, hé bien, c'est moi qui suis » votre Roi, c'est moi qui suis votre » père. »

Pénétrés d'un profond sentiment de

respect, les soldats du poste se découvrent. Louis XVIII apperçoit je ne sais quel mouvement, il craint que quelques soldats ne poussent un cri dangereux et leur dit : » Mes enfans, ne criez pas vive le Roi, » cela pourrait vous compromettre ».

Louis XVIII se retire avec une tranquillité que contemplent des yeux frappés d'étonnement ; il rejoint, au pas, son cortége et laisse le poste stupéfait de ce qu'il a vu. Du côté des Français on ne croyait pas au Roi le courage de s'exposer ainsi, de sang froid, à l'eau comme au feu.

Je n'entreprends point, dis-je, d'être l'historien de ce qui s'est passé de remarquable pendant dix années de gloire pour des Princes et pour de véritables Français. Ce serait au-dessus de mes moyens. Je me borne au simple récit de ce qui s'est passé de plus mémorable pendant les trois premières ; ce sera comme une espèce d'introduction aux campagnes des valeureux Condéens qui, pendant dix années, ne cessèrent point d'exposer leur santé, leur vie et tout ce qu'ils possédaient pour le triomphe des vertus politiques et sociales.

RÉCIT de ce qui s'est passé de plus remarquable à l'armée de Monseigneur le Prince de CONDÉ, en 1791, 1792 et 1793.

Ce récit est divisé en deux parties.

La première comprend l'état où était la France en 1789, 1790 *et* 1791 ; *les raisons qu'eurent les princes et des sujets fidèles de sortir de France ; la formation des corps de Condé, les marches de ces corps à la fin de cette année ; l'état des choses en Europe en* 1792, *relativement à la France ; les marches et les contre-marches des corps de Condé en* 1792 ; *enfin l'esprit dont ces corps étaient animés.*

La deuxième comprend la campagne que les corps de Condé firent en 1793.

On ne verra point dans ce récit, d'innombrables bataillons, accompagnés d'immenses parcs d'artillerie, porter les fléaux d'une guerre de destruction chez une malheureuse Nation amie et parente, si je puis m'exprimer ainsi, sous l'ironique et ridicule prétexte de lui apporter la liberté, la paix et le bonheur.

On verra d'anciens officiers généraux français faisant le service de capitaines ; d'anciens officiers supérieurs faisant celui de lieutenans et de sous-lieutenans ; d'anciens officiers particuliers dans les rangs des simples soldats, des hommes titrés et des hommes décorés servant comme simples cavaliers. On verra ces braves, à la solde comme à la ration du fantassin et du cavalier, braver et sacrifier tout pour servir la cause de la religion et celle de l'état, celle d'un Roi légitime et vertueux.

On verra, de l'autre côté, les sous-officiers des divers corps militaires fournir la très-grande partie des officiers particuliers, des officiers supérieurs et des officiers généraux des nouvelles armées. On verra de part et d'autre des assauts de valeur, de beaux faits d'armes et de brillants combats.

Des Français armés par la loyauté, l'honneur et la fidélité, pour tâcher de sauver un Roi plus malheureux encore que les Stuart, servaient sous le glorieux commandement de trois Condé, le père, le fils et le petit-fils. Ces princes magna-

nimes rivalisaient de zèle pour soutenir le monarque et la monarchie, la gloire de la nation, les intérêts de la patrie et l'honneur du nom Français. Leur but était la conservation des droits de chacun, le rétablissement de l'ordre, la défense des victimes et le maintien des pouvoirs dans les mains de la légitimité. Leur ambition était d'atteindre ce but noble et généreux comme leurs sentimens.



PREMIÈRE PARTIE.

ÉTAT DES CHOSES EN FRANCE

En 1789, 1790 et 1791.

Les états-généraux avaient été demandés, accordés, convoqués. Les députés, nommés par les trois ordres qui composaient la nation, avaient reçu de leurs commettans des cahiers d'instruction et des mandats. Ils avaient fait le serment de s'y conformer. Ils s'étaient assemblés à Versailles. 5 mai 1789.

Le clergé, qui formait le 1.er ordre de l'état, avait .... 291 députés, dont 208 curés.

La noblesse, qui formait le 2.e ordre, en avait 270

Le tiers-état, qui formait le 3.e ordre, en avait .... 598 dont 212 avocats.

Une grande partie des députés du tiers-état, auxquels se joignirent des députés du 1.er ordre et des députés du 2.e, tinrent des états clandestins au palais royal. Ils for-

mèrent ensuite le club breton qui fut le berceau des jacobins.

17 juin 1789. Ils se donnèrent le nom de communes; ils prirent ensuite le nom d'assemblée nationale. Ils sommèrent les deux 1.ers ordres de se confondre avec eux dans la même chambre pour ne former qu'un ordre, et pour voter par tête. Les deux 1.ers ordres se refusèrent à cette innovation inconstitutionnelle.

Ils avaient fait l'un et l'autre l'abandon de leurs priviléges pécuniaires aux assemblées de baillages. Ils l'avaient renouvellé le 1.er mois de leur rassemblement, le clergé le 20 mai, la noblesse le 23. Le clergé offrait en outre quatre cents millions pour les besoins de l'état.

Il y avait une rumeur extraordinaire au sujet de la fusion des trois ordres dans un seul. Le tems qu'on devait aux affaires se passait d'une part à cabaler, de l'autre à résister. Il y avait six semaines que cela durait. Une insurrection terrible s'annonçait de toutes parts.

Le Roi fit proclamer que la salle des états allait être préparée pour une séance royale, qu'elle serait fermée pendant le travail des

ouvriers, et que les députés ne s'assembleraient qu'après la séance. Les deux 1.ers ordres respectèrent la proclamation du Roi.

Les députés fondateurs du club breton s'assemblèrent dans un jeu de paume et y tinrent une séance. Là fut rédigé par écrit et signé de tous ces députés, à l'exception de Martin Dauch, protestant et membre du tiers-état, le serment de ne point se séparer qu'ils n'eussent donné une constitution à la France. La nation ne leur demandait ni révolution ni forfaits. Soixante générations de Français avaient traversé quatorze siècles sans avoir besoin de leurs systèmes. 20 juin 1789.

Ils se mettaient modestement au-dessus de leurs cahiers, au-dessus de leurs mandats, au-dessus de leur serment, au-dessus du Roi qui les avait convoqués, au-dessus de la nation qui les avait envoyés.

Le Roi tint la séance royale annoncée; il offrit ce que les cahiers s'accordaient à demander. Les offres du Roi barraient tous les ambitieux dans leurs projets de révolution, de subversion et d'élévation. Ils traitèrent cette séance paternelle d'attentat à leur assemblée prétendue nationale. Des 22 juin 1789.

hommes capables de tout et déjà coupables d'attentats, traitaient d'attentat un droit qu'avait le monarque.

Louis XVI, dans cette mémorable séance, cassa l'arrêté par lequel des séditieux s'étaient constitués en assemblée nationale, sans le vœu de la nation, sans l'assentiment du Roi, sans le concours de leurs co-députés; ils n'étaient propres qu'à constituer le désordre et la révolte. Il ordonna aux députés de se séparer à l'issue de la séance, et de se rendre le lendemain matin chacun dans sa chambre, le clergé dans celle du clergé, la noblesse dans la chambre de la noblesse, etc.

Les députés des deux 1.ers ordres se retirèrent après la séance; les députés rebelles restèrent.

Le Roi leur fit dire par le grand maître des cérémonies qu'il les priait de se retirer: leur président répondit que les représentans *du peuple* ne recevaient d'ordre de personne. Un autre membre dit au maître des cérémonies: « allez dire à ceux qui vous ont » envoyé que nous sommes ici par la volonté » *du peuple*, et que nous ne quitterons nos » places que par la puissance des baïon» nettes ».

Les séditieux ne comptaient pour rien la tête et le corps de la nation ; les membres étaient tout. Princes, évêques, gouverneurs de provinces, généraux, chefs d'escadres, commandans de places, intendans, magistrats, administrateurs, négocians, propriétaires, capitalistes, financiers, tout cela n'était rien : Les premières classes de la nation ne faisaient point partie de la nation : Le peuple à lui seul était toute la nation. C'est ce que veulent les républicains démocrates, afin de gouverner à leur profit une pareille nation.

D'après le refus d'obéir aux ordres du monarque, il fallait que le gouvernement employât la force provoquée par la rebellion, ou qu'il obéit lui-même aux rebelles. Le Roi ne voulait point d'un moyen qui pouvait faire couler le sang français. Les rebelles ont fait couler le sien, celui de sa magnanime épouse, celui de son auguste sœur et celui de ses plus fidèles sujets. Le nombre en est incalculable.

Les députés rebelles, restés dans la salle des états, malgré l'ordre répété d'en sortir, délibérèrent et décrétèrent qu'ils persistaient

dans leurs arrêtés ; ils en avaient pris dans un jeu de paume ; ils se déclarèrent inviolables. Ils violaient tout comme sujets et comme mandataires. Ils avaient le front de se déclarer inviolables, et ils ne regardaient pas comme inviolable un Roi fils de nos Rois, le premier Français de la nation, le chef de l'état et le père de la patrie. L'assemblée de Philadelphie s'était déclarée comptable et responsable.

Ils déclarèrent infâmes et traîtres à la patrie ceux qui tenteraient de porter atteinte à leur liberté. Ainsi des gens qui trahissaient leurs devoirs de sujets et de mandataires, donnaient le nom de traîtres à ceux qui chercheraient à les punir de leur trahison.

Ils exigeaient toujours impérieusement que les députés fidèles des deux 1.ers ordres se confondissent avec eux pour ne former qu'un seul ordre et pour voter par tête. La confusion des ordres était un acheminement à la confusion des états, des rangs et des conditions. Les apostats du 1.er ordre et les déserteurs du 2.e s'étaient réunis volontairement aux séditieux.

Les députés fidèles des deux 1.ers ordres

tremblaient pour les jours menacés du Roi lui-même, si la confusion n'avait pas lieu. Les deux 1.ers ordres cédèrent à l'opiniâtre volonté du 3.e : Voici comment se termina cette lutte.

La populace mise en fureur et des brigands 30 juin 1789.
soudoyés ne parlaient que de mettre à mort les évêques et les nobles. On tremblait au château pour les députés fidèles et courageux. Louis XVI fait mander le président de la noblesse et lui dit : « M.r de Luxembourg » à quoi se détermine votre chambre ? --- » Sire, à mourir, s'il le faut, pour votre » personne et pour la monarchie, telle est » notre détermination ; --- la mienne est » prise aussi, je ne veux pas qu'un seul » Français soit exposé pour moi ; dites à » ma fidèle noblesse que je la prie de se » réunir ; s'il faut quelque chose de plus, je » le lui ordonne comme son Roi ».

Quelque grand que fut le sacrifice, il fut fait.

De l'époque de la fusion des trois ordres dans un seul, il n'y eut plus d'états-généraux, il n'y eut qu'une assemblée tumultueuse, composée d'un côté droit et d'un côté gauche,

le 1.er formé de députés fidèles, le 2.e formé de députés rebelles, séditieux, parjures et factieux; ce côté gauche eut la majorité pendant toute la session.

Quel fut l'état des choses en France sous cette majorité, depuis l'époque où elle domina tout par son audace et ses manœuvres, jusqu'au 30 septembre 1791 que finit la session des états-généraux, dénaturés et transformés dans une assemblée qui finit par se nommer constituante.

Il fallait à cette majorité le bras du peuple. Pour l'avoir, il fallait égarer, corrompre, soulever, entraîner; de-là tous les contes, les sarcasmes, les pamflets, répandus d'un bout de la France à l'autre, contre les amis de l'autel et du trône. Rumeur, troubles, désordres, affreuses calomnies, libelles, placards, propos incendiaires, baisse des effets publics, alarmes sur les subsistances, tout était en jeu pour soulever le peuple.

Un rassemblement se répand dans Paris, sur les places publiques et dans les rues. Les boutiques des armuriers sont pillées. Des barrières au tour de Paris sont brûlées, la maison de St.-Lazare est dévastée, le garde-

meuble et l'hôtel des invalides sont forcés, trente mille fusils et six pièces de canon, montées sur leurs affûts, sont enlevés de cet hôtel.

Le règne de la terreur et celui des forfaits va commencer.

La bastille est prise; la garnison, composée d'invalides aux cheveux blancs, est en partie massacrée. Le commandant de cette forteresse est traîné sur la place de l'hôtel de ville, et mis en pièces. Le prévôt des marchands est assassiné le même jour: on outrage leurs cadavres. Quelques jours après, M.r Foulon et M.r Berthier, son gendre, intendant de Paris, sont pendus à des reverbères. Des enragés leur arrachent le cœur, d'autres leur coupent la tête et mettent ces têtes au bout de deux piques: on promène ces têtes en triomphe. M.r Berthier s'opposait aux manœuvres tendant à faire manquer le grain. 14 juillet 1789.

Il est expédié des couriers sur toutes les routes; quelques centaines de brigands, disent-ils, approchent de votre ville, ils pillent, ils dévastent: «sonnez le tocsin, rassemblez-vous, armez-vous.» Ce faux bruit

s'accordait avec des lettres de quelques dé-putés. Le peuple s'arme de Paris à toutes les extrémités de la France.

On organise des gardes nationales dans cette ville en révolte et dans toutes les villes de France. On désarme les propriétaires, on forge par tout des piques afin d'armer plus de monde. Sur les campagnes, en diverses provinces, on insulte, on menace, on maltraite les nobles auxquels on doit des rentes ; on pille leurs châteaux, on les brûle, on détruit les titres, on outrage, on assassine, on mutile.

Le gouvernement fait approcher de Versailles et de Paris quelques régimens, pour contenir les séditieux. M.r Neker et quelques autres ministres sont priés de se retirer. On est obligé de renvoyer ces corps ; il faut qu'on rappelle ces ministres : les factieux se sont rendus les maîtres : ils le veulent.

26 août 1789. La majorité de l'assemblée décrète les droits de l'homme : elle refuse de décréter ses devoirs. C'était les droits de la société qu'il fallait décréter ; on les foulait aux pieds.

Des brigands répandus dans quelques provinces, par bandes, montrent des im-

primés sur lesquels on lit : » Le Roi ordonne « que l'on brûle tous les châteaux ; il ne » veut plus que le sien. » On pille, on dévaste, on saccage, on brûle de nouveau, châteaux, archives et contrats d'arentement. On se livre à toutes sortes d'horreurs envers de malheureuses victimes d'une infâme scélératesse, masquée sous le nom de patriotisme.

Des habitans des faubourgs de Paris et une populace immense mêlée à un attroupement de gardes nationales, traînant du canon à leur suite, se mettent en marche pour Versailles. Des brigands conduits par 5 et 6 8.bre 1789. des guides qui connaissaient les issues les plus secrètes, pénètrent dans le château jusqu'à l'appartement de la Reine, malgré des gardes du corps qui se dévouaient à la mort pour sauver cette princesse. D'autres pénètrent jusqu'aux appartemens du Roi, qu'ils enfonçaient, lorsque des grenadiers de la garde nationale, animés par le repentir, délivrent le château. Le Roi et la Reine devaient être égorgés. On les avait d'abord indignement calomniés.

Louis XVI, la Reine, le Dauphin, Madame

Royale et Madame Elisabeth, sœur du Roi, sont conduits à Paris précédés et suivis de gardes du corps, à pied, les uns sans armes, les autres sans chapeau, environnés de gardes nationaux et d'un peuple immense, précédés de deux têtes portées en triomphe au bout de deux piques, celles de deux gardes du corps, MM. de Varicourt et des Huttes, le tout précédé d'un homme à longue barbe, couvert du sang des têtes qu'il avait coupées. Tout le cortége marche au petit pas, aux cris de vive la nation.

Le Roi, dans cette route, est manqué d'un coup de carabine qui frappe et tue une femme.

Les conjurés, qui s'étaient assemblés dans le club breton, se transportent dans le couvent des jacobins de Paris, et y forment le club dit des jacobins. Peu de tems après se forme le club des cordeliers. Celui-ci est dirigé par Danton, Robespierre et Marat. C'est de ces deux repaires que partent les cris et les vociférations que l'impudence donne jusqu'à satiété pour la voix et pour le vœu du peuple Français.

La France est en peu couverte de clubs

affiliés au club des jacobins de la grande ville, et en correspondance avec ce père des clubs.

Parlemens, corporations, offices de judicature, cour des aides, chambres des comptes, intendances, subdélégations, présidiaux, sénéchaussées, gouverneurs, commandans, états-majors, municipalités, tout est suprimé, tout est remplacé par des administrations électives. On ne pensait pas alors que le travail des bureaux n'irait point si l'on changeait les ouvriers.

La religion, ses autels, la monarchie, son trône, le Roi, son auguste famille, la noblesse, les riches, les clair-voyans, tout est proscrit par le club des jacobins et par le club des cordeliers. Ces clubs maîtrisent l'assemblée soi-disant nationale. La majorité de cette assemblée maîtrise la nation. La France est menée par deux clubs; et quels clubs? Sully, Richelieu, de Thou, l'Hopital, Duharlay, Daguesseau que n'étiez-vous encore sur la terre et du conseil de Louis XVI !

Tout ce qui avait des pouvoirs, des dignités, des emplois, des propriétés, devait

avoir son tour. Anathême, d'abord, aux amis de la religion et aux amis du monarque, comme à ceux de la monarchie.

Malheur à ceux qui ne reniaient pas leur Dieu, leur Roi, leurs institutions ! Malheur à ceux qui ne reniaient pas le catéchisme des honnêtes gens ! Malheur à ceux qui ne marchaient pas dans le sens de la révolution ! Malheur, sur-tout, aux créanciers des fripons.

Arrêtons-nous un peu sur l'état des choses en France depuis l'ouverture des états-généraux, sous l'assemblée dont la majorité fut souvent si coupable, et dont la minorité se signala tant de fois. Elle se signala dans le cours des délibérations par sa résistance à des décrets indignes d'une assemblée choisie parmi des Français, et par sa courageuse protestation contre ces décrets, lors de la clôture, le 30 septembre 1791.

Toutes les faces de la vérité cachées, la conscience et la raison étouffées, les noirceurs de la calomnie multipliées, les torches d'un fanatisme anti-religieux et celles d'un fanatisme anti-social allumées ; l'insurrection prêchée comme le plus saint des devoirs,

établie comme un droit, dictée comme une vertu nécessaire ; la doctrine de la guerre aux premières classes, prêchée ; le surnom d'aristocrates peint en noir et prodigué parmi le peuple à ces classes ; les fureurs populaires mises en mouvement et dirigées contr'elles.

Les communautés des arts et métiers dissoutes, leurs statuts abolis : la police les avait dictés. Plus de frein pour des milliers de compagnons de toutes les parties de la France et des pays voisins. Le soldat, le matelot et l'ouvrier prêchés dans les garnisons, dans les ports et dans les ateliers, poussés, de toutes les manières, à l'indiscipline, l'insubordination et la révolte.

Le peuple répandu sur une surface de trente-quatre mille lieues carrées, séduit, égaré, soulevé ; les armes du royaume dans ses mains, les principaux habitans désarmés, des tas de brigands attirés de tous les pays, ces brigands, dispersés sur cette vaste surface et se donnant pour le peuple, les droits de la multitude établis, ses mouvemens provoqués, légitimés et dirigés contre les premières classes de la grande famille.

La majesté royale avilie, la personne du Roi couverte d'outrages, le pouvoir exécutif barré dans ses mains.

Plus de sureté pour les personnes, plus de respect pour les propriétés, plus de lois, plus de frein pour les crimes, plus de paix, plus de tranquillité pour les prétendus aristocrates.

Pouvoirs légitimes anéantis, droits civils et politiques enterrés, force populaire en action, piques et baïonnettes pour scèptre entre les mains de la populace et des brigands.

La dénonciation accueillie comme sous Tibère et sous Néron, la confiscation en vigueur comme sous Claude et Caligula, les proscriptions plus étendues que sous les Marius et sous Sylla. Des castes entières alors n'étaient pas proscrites : les femmes ne l'étaient point.

Le soi-disant peuple accusant, jugeant, exécutant ceux qu'on désignait à sa haine excitée. La dévastation, l'incendie, le meurtre provoqués, payés, commandés contre les principaux membres de l'état. Les cris de ça ira, ça ira, ça ira, les aristocrates à

la lanterne, des hommes pendus à des réverbères, des victimes mutilées, les assassins qualifiés de patriotes, des incendiaires tirés des prisons et fêtés publiquement.

Les justices abattues, les carcans arrachés, l'épaule des malfaiteurs à l'abri des marques au fer rouge, la force militaire et la force civile de connivence ou fermant les yeux, des têtes portées en triomphe au bout des piques.

Révolte à Metz, à Hesdin, à Béfort, à Toulon, à Brest; massacre en grand à Nismes, à Montauban; combat entre des troupes françaises à Nancy, contre des régimens français et des gardes nationales; incendies de châteaux dans la Bretagne, le Quercy, le Dauphiné, le Mâconnais, la Franche-Comté, le Limosin etc.; excès et ravages affreux dans le Comtat; meurtres particuliers, dans une infinité d'endroits. Voilà ce qu'on voyait sous l'usurpation et la tyrannie de la majorité de l'assemblée soi-disant nationale, maîtrisée par le club des jacobins et par celui des cordeliers.

Le 30 septembre 1791 finit la session de la 1.ere assemblée. Celle-ci fut remplacée

par la 2.e ; mais cette 2.e assemblée fut telle que, dès le 11 février 1792, des hordes de bandits, à piques et à bonnets rouges, vinrent au milieu de cette assemblée, qu'ils y firent le serment de purger la France des royalistes; que ce serment y fut bien accueilli ; qu'à Montlhéri, Noyon, Etampes, Dunkerque on pilla, l'on assassina ; qu'en Provence, en Dauphiné, dans le Languedoc, dans le Vivarais, dans le Quercy l'on incendia, l'on massacra.

Cette 2.e assemblée fut telle que le coupe-tête Jourdan, et les monstres de sa bande, y furent acquittés solennellement des horreurs sans exemple qu'ils avaient commises au sac de Sariam, dans le comtat et dans la glacière d'Avignon.

SORTIE hors de France des Princes et d'un grand nombre de Français.

Les rues de Paris, les carrefours et les places publiques avaient été plusieurs fois pleines de gens soudoyés par des conspirateurs. On avait souvent vu des attroupe-

mens séditieux et des caricatures outrageantes pour parler aux yeux de la populace; on avait vu, nombre de fois, de fougueux déclamateurs montés sur tout ce qui se trouvait élevé; l'on avait souvent entendu des vociférations contre le Roi, les princes, les évêques et les nobles; on entendait chanter de tous côtés, les aristocrates à la lanterne. Il était souvent question de promener en triomphe des têtes au bout des piques. Il circulait des listes de proscription. La tête de Monseigneur Comte d'Artois et celle de Monseigneur le prince de Condé étaient mises à prix.

Les princes proscrits sortirent du royaume. Des nobles, des preux faits pour le devenir, et des officiers de toutes armes, insultés par leurs subordonnés en révolte, en sortirent également. Les uns allèrent trouver à Coblentz les frères du Roi, les autres allèrent joindre à Worms les princes de la maison de Condé.

Il parut au mois d'août 1791 une déclaration signée de leurs majestés l'Empereur et le Roi de Prusse, datée de Pilnitz. Elle portait entr'autres en substance :

« Leurs majestés déclarent qu'elles regar-
» dent la situation de la France comme un
» objet commun à tous les souverains de
» l'Europe, et qu'elles emploieront, conjoin-
» tement avec les puissances dont le secours
» est réclamé, les moyens nécessaires
» pour mettre le Roi de France en état d'af-
» fermir, dans la plus parfaite liberté, les
» bases d'un gouvernement monarchique,
» convenable aux droits des souverains et
» au bien-être de la nation française. Cette
» déclaration ne fut suivie d'aucun effet ».

Elle était accompagnée d'une lettre des princes frères de Louis XVI, en date du 10 septembre. Voici un passage de cette lettre forte de motifs et d'expressions.

» Nous pouvons garantir à votre majesté
» que les cours étrangères n'ont d'autres
» désirs que de vous remettre en possession
» du gouvernement de vos états, pour que
» vos peuples puissent jouir en paix des biens
» que vous leur destinez. Le but des puis-
» sances confédérées n'est que de soutenir
» la partie saine de la nation contre la
» partie délirante, et d'éteindre, au sein du
» royaume, le volcan de fanatisme dont

» les irruptions propagées menacent les » empires ».

A la suite était l'adhésion que voici, des princes de Condé :

» Français et Bourbons jusqu'au fond de » l'ame, quelle doit être notre indignation, » lorsque nous voyons de vils factieux ne » répondre à vos bienfaits que par des at- » tentats ! Comme princes de votre sang, » comme gentilshommes Français, nous » renouvellons le serment de mourir fidèles » à votre service. Nous entreprendrons tout » plutôt que de souffrir le triomphe du » crime, l'avilissement du trône et le renver- » sement de la monarchie ».

Convaincus qu'il n'existait pas de motifs plus purs que ceux des augustes frères et des illustres cousins de Louis XVI, les fidèles qui s'étaient rendus à Coblentz offrirent leurs services à Monsieur et à monseigneur comte d'Artois. Ceux qui s'étaient réunis à Worms offrirent les leurs aux descendans du grand Condé. Il vint des braves de toutes les parties de la France offrir leur zèle et leurs moyens aux princes, leurs chefs naturels.

Était-il une entreprise plus glorieuse que

celle de se mettre entre les autels et les fanatiques anti-religieux, entre le trône et les factieux, entre le meilleur des Rois et les conspirateurs, entre d'honnêtes compatriotes sans défense et des brigands armés contr'eux? Quel bonheur eût été celui de ces braves si, passant au travers des dangers, les plus heureux d'entr'eux avaient pu pénétrer au pied du trône relevé, faire hommage à leur Roi délivré, de leur amour et de leur respect, y déposer la protestation de leur dévouement et de leur fidélité!

Ce parti, sans doute, était périlleux pour ceux qui l'embrassaient; mais quelque périlleux que soit un parti, c'est celui que prennent les braves quand il est honorable. Des Français dont la devise était honneur et fidélité, n'allaient pas rester les bras croisés lorsque de nouveaux vandales faisaient trembler la nation.

Le panache blanc fut arboré. Ce panache si connu de nos ancètres; ce panache, dont parlait Henri IV, quand il disait: » Enfans, » si les enseignes vous manquent, ralliez-» vous à mon panache blanc, vous le trou-» verez toujours sur le chemin de la gloire » et de l'honneur».

Il fut arboré par des Français dignes d'être admis dans la caste qui, pendant les siècles que le bon ordre maintint les corporations, forma le second ordre de l'état. Il fut arboré par des preux qui comptaient bien, en se parant de ce signe glorieux, répondre aux appels de l'honneur et du devoir.

Des hommes qui devaient l'exemple des sentimens les plus nobles et les plus généreux seraient-ils restés dans une stupide inaction, lorsque des clubs, tels que ceux des jacobins et des cordeliers, armaient tout ce qu'ils pouvaient corrompre et déchaîner contre la religion de nos aïeux et le gouvernement de nos pères; contre nos mœurs, nos lois, nos institutions, nos établissemens; contre le Roi, chef de la nation et père de la patrie; contre l'auguste dynastie de nos Rois; contre la liberté, la sûreté, la légitimité, la propriété; contre l'ordre, la police et la paix intérieure; contre les prêtres, les nobles, les riches, les gens en places et les gens éclairés; jusque contre des vieillards, des mères de familles, des hospitalières et des sœurs de charité? Seraient-ils restés les bras croisés lorsque deux clubs, pires que les

volcans de Naples et de Sicile, préparaient à la France plus de calamités que les ligueurs, les sectaires et les factieux des siècles précédens ne lui en causèrent entr'eux tous? non. Le présent les eût signalés à l'avenir comme des lâches. Leurs descendans n'auraient vu dans leurs pères que des hommes dégénérés.

L'alternative était pour eux d'arrêter des monstres qui couvraient la France de sang, de larmes et de cendres, ou de mourir, si telle était leur destinée, victimes de l'infortune, héros de l'honneur et martyrs de la fidélité. Vit-on jamais rien de plus séduisant pour des Français que cette alternative?

FORMATION et service des corps de Condé, en 1791, à Worms.

Les Français qui s'étaient réunis à Worms formèrent seize compagnies de 54 hommes chacune, sous les ordres d'un commandant en premier, d'un commandant en second et de quatre chefs de section chacune. Ces compagnies étaient 8 à cheval, 8 à pied; 12 étaient composées d'officiers en activité,

4 d'officiers retirés du service et de fidèles n'ayant point encore servi : le tout sous les ordres de monseigneur le prince de Condé ; de son fils, monseigneur le duc de Bourbon et de son petit-fils, Mong^r. le duc d'Enghien.

Le service de ces compagnies était d'aller, chacune à leur tour, dans des cantonnemens au-devant de Landau, Turkeim, etc., pour la sûreté de nos princes, comme pour la tranquilité de Worms, et de faire, à cet effet, des patrouilles de nuit et avant jour.

Le bruit courut, plusieurs fois, que les troupes en garnison à Landau devaient faire une incursion sur Worms. L'ordre était donné, disait-on, d'y venir enlever nos princes. Les habitans eurent peur ; presque tous empaquetèrent. Quelques-uns firent transporter des effets au-delà du Rhin. Les compagnies eurent différentes fois l'ordre de tenir leurs porte-manteaux prêts.

Elles n'étaient pas à douze lieues de Landau. La garnison de cette place était trois fois plus nombreuse que ces compagnies. Worms n'avait qu'une seule muraille et un simple fossé. Ces compagnies n'avaient pas une seule pièce d'artillerie. La garnison de

Landau pouvait tomber sur leurs cantonnements et sur Worms avec des pièces de campagne. Elle n'aurait pas eu ces princes; il se serait trouvé des Molac de Kercado.

A la bataille de Pavie, ce brave guerrier s'apperçoit qu'on ajuste François I.er, il se précipite au-devant du coup d'arquebuse, reçoit le coup et sauve son Roi par le généreux sacrifice de sa vie.

On passa bientôt, à Worms, de l'inquiétude à la joie la plus prompte et la plus vive. Le 24 de novembre, à la pointe du jour, arrivent, en courriers, deux personnages de marque. Grande nouvelle : l'évasion du Roi, de la Reine, du Dauphin, de Madame et de madame Elisabeth. Notre prince le mandait, de Coblentz, à madame la princesse Louise, sa fille. La famille royale à Remme, hors de France, quelle nouvelle ! Tout en retentit au château, dans la ville, dans les cantonnemens; c'est avec la rapidité de l'éclair. Au château, l'on pleure de joie. Dans les cantonnemens, c'est à qui va reveiller les autres pour leur apprendre la grande nouvelle. L'un frappe aux portes, l'autre aux fenêtres. De toutes parts on

entend crier : qu'est-ce qu'il y a ? Grande nouvelle. Quelle nouvelle ? Le Roi libre ; la famille royale sauvée ; vive le Roi.

Quel bonheur ! quelle alégresse ! le bon allemand y prend part. A Worms, comme par tout où il y a des gens honnêtes et sensibles, on prend l'intérêt le plus vif au bon Roi de France, à ses malheurs, à sa famille; de tous côtés les portes s'ouvrent, l'un reste sur le seuil, l'autre avance dans la rue, ceux-ci sont en bonnet de nuit, ceux-là sont en pantoufles. Il y en a qui vont et viennent de même dans les rues. Il y en a qui pleurent de joie ; il y en a qui chantent. Rumeur, tumulte, cris de joie, tout peint l'ivresse ou la folie. C'était une ivresse de joie.

L'un porte ses pas à droite, l'autre à gauche, l'un entre dans une maison, l'autre en sort ; l'un arrête des passans, l'autre est arrêté ; ici l'on s'aborde en passant, plus loin on forme un groupe. Ici l'on se sépare, gens à qui de la vie on n'a parlé, gens avec qui jamais on ne s'est rencontré, tous s'avancent l'un vers l'autre, quelques-uns se tendent la main, quelques-uns s'embrassent; l'un est dans le délire, l'autre y met celui

qu'il rencontre ; le délire est général, le transport inexprimable. Vive le Roi ! vive la famille royale !

Madame la princesse Louise fait dire une messe au château pour remercier Dieu d'avoir sauvé le Roi, la Reine, leurs augustes enfans et l'auguste sœur du Roi. L'épanouissement du plaisir et le radieux de la joie se peignent sur les visages. La messe dite, le prêtre prend le chemin de la sacristie, un gentilhomme, que le sentiment transporte, entonne le *Te Deum*, un beau chorus lui répond. Quel *Te Deum* ! quelle joie ! comme elle étincelle dans les yeux ! comme elle brille de toutes parts ! Le navigateur qui vient de faire le tour du monde, et qui voit accourir au-devant de lui sa femme et ses enfans, n'en a pas davantage.

De quelle élévation on est en peu précipité ; la nouvelle était fausse. Le royal martyr était toujours au milieu de ses tyrans. Le Roi dont les royalistes épousaient l'infortune à la vie et à la mort, comme disait Henri IV, était encore à la merci des conjurés contre son trône, sa personne et sa dynastie. Quel abattement ! quelle stupeur ! quelle conster-

nation ! le passage de la vie à la mort n'est pas plus accablant. Heureusement que nos princes sont détrompés bien vîte, et qu'ils ne prennent point la route de Remme. Ils auraient pu trouver en embuscade un bataillon d'assassins.

Ce qui porterait à croire que peut-être la perfidie leur tendait un piège, c'est qu'on arrêta, le 18 décembre, à Worms, un homme très-suspect. Des gentilshommes apperçoivent un nommé B......, un d'eux le reconnaît pour un homme infiniment suspect ; ils l'attirent chez un camarade : « Qu'êtes-vous venu faire ici ? De qui êtes-» vous connu ? Quels papiers avez-vous ? Il » faut que vous nous fassiez l'aveu de ce » que vous êtes venu faire à Worms ; vous » y êtes sûrement pour faire un mauvais » coup. Est-ce au prince que vous en » voulez ? nous vous mettons en pièces si » vous ne nous faites pas votre confession. »

Les menaces répétées de le hacher à coups de sabre, la promesse de lui laisser la vie, s'il gagne par un aveu son pardon ; la démonstration de lui fendre la tête à coups de sabre lui arrachent l'aveu qu'il a été envoyé

de...... pour tâcher d'assassiner notre prince. Le prix du forfait devait être dix mille francs, moitié en numéraire, moitié en assignats. Il fut arrêté par un nommé Firmas, et gardé à vue à Neuhausen, jusqu'au départ de Worms qu'il fut conduit dans un fort, d'où les Français, sans doute, le tirèrent quand ils furent maîtres du pays.

Pendant qu'on était à Worms, on y eut un spectacle bien encourageant pour la vertu. L'on apprend qu'il doit s'y trouver un homme éminemment distingué par ses sentimens, ses principes, son courage et ses talens oratoires. Cet homme était celui qui défendit avec tant de gloire les autels de nos pères, le trône de nos Rois, les intérêts de notre nation et les institutions de notre patrie, dans cette assemblée qui des états-généraux devint une espèce d'arène.

On apprend le jour qu'il doit arriver à Worms. Les gentilshommes cantonnés dans le voisinage de cette ville y viennent pour voir l'homme célèbre. Il arrive, la renommée l'annonce. On sait qu'à telle heure il viendra chez son altesse monseigneur le prince de Condé. Deux grands salons, qui

faisaient partie du palais qu'il habitait, et qui donnaient l'un dans l'autre, se remplissent de Condéens. On fait demander au prince s'il ne trouverait point mauvais que l'on claquât des mains quand on verrait M. l'abbé Maury, son altesse le trouvera très-bon. Telle est la réponse.

Le plus éloquent des défenseurs de l'autel et du trône paraît. De bruyans claquemens de mains commencent aussitôt : il entre, on se range sur la droite et sur la gauche pour qu'il puisse librement passer au milieu, les claquemens de mains redoublent; il traverse les deux salons dans leur longueur pour arriver au prince et à sa famille; les claquemens de mains ne cessent que quand il les aborde, les oreilles en sont étourdies. Le prince était enchanté qu'on fit un aussi brillant accueil à un Français alors si renommé. Le lendemain matin tous les corps de gentilshommes, conduits par leurs chefs, vont lui faire visite.

Se peut-il qu'un homme, qui fut récompensé d'une manière aussi flatteuse par ses compatriotes, et qui fut honoré par le Saint Père du chapeau de cardinal, ait enterré

lui-même ses lauriers dans la boue! la philosophie moderne nous a-t-elle régénérés de façon que les vertus ne puissent pas se soutenir en France?

MARCHE des Compagnies.

Les magistrats de Worms firent dire au prince, par une députation, le 30 décembre, qu'ils le priaient de s'éloigner. Les fidèles eurent pour bouquet du 1.er de l'an 1792, l'avertissement qui suit :

« MM., l'on demande notre éloignement,
» c'est une contrariété; mais plus nous irons,
» plus nous en éprouverons. C'est à nous de
» nous élever au-dessus par notre courage
» et notre fermeté. Je renouvelle ma parole
» de prince et de gentilhomme que je ne me
» séparerai point de vous ».

Les compagnies partirent de leurs cantonnemens le 2 janvier et jours suivans. Ce ne fut pas sans rencontrer des obstacles qu'elles passèrent sur le territoire du Palatinat et sur celui du Margraviat de Baden, quoiqu'elles ne marchassent point en troupe et qu'elles fussent sans appareil de guerre.

Elles se réunirent dans la partie de l'évêché de Strasbourg, qui est sur la rive droite du Rhin, aux corps de Bussy, de Mirabeau et de Rohan, qui s'y formaient.

La nuit que m.gr le prince de Condé passa dans Reinchen, le feu prit ou fut mis à une maison. S'il y fut mis, dans la pensée que l'on courrait au feu dans les premiers momens, et que m.gr se trouverait à peu près seul, on se trompa, ce fut au prince que l'on alla d'abord.

La route se fit gaiement, quoique dans la boue d'abord et dans la neige ensuite. Le gentilhomme à pied n'avait pas l'air de s'en appercevoir. Ne valait-il pas cent fois mieux avoir les pieds dans la neige et dans la boue, que d'être dans un pays où des gens qui ne parlaient que d'égalité, voulaient qu'on rampât servilement à leurs pieds couverts de sang et de fange : quand je dis de fange, ce n'est point à raison de la naissance, moins on en a, plus on est estimable quand on a de bons sentimens.

Les corps de Condé, comme de raison, avaient pour chef le prince de ce nom, ce prince qui commandait une armée dans la

campagne de 1762, et que nous pouvons appeler à juste titre le Nestor des guerriers français, ce prince qui remporta sur les Hanovriens une victoire à Friedberg, au nord de Francfort, qui leur prit des canons que Louis XV lui permit de garder, et qui battit quelques jours après le prince héréditaire de Brunswik. Ce sont ces canons que ce prince fut surpris de ne pas voir à Chantilly quelques années après, et qui firent éclore ce bon mot dans la bouche de M.r le prince de Condé : « Je ne serais pas bien » aise qu'on me fît voir à Cassel des canons » français ».

Ce prince avait avec lui son fils, m.gr le duc de Bourbon, qu'un zèle guerrier conduisit avec m.gr comte d'Artois, au camp de St.-Roch, devant Gibraltar, lors du siége extraordinaire de cette place. Il avait, en outre, son petit-fils, le duc d'Enghien, qui débutait dans une carrière où les princes de son nom trouvèrent toujours un champ de gloire. Ce jeune prince était notre espoir et celui de la France. Il nous semblait né pour faire revivre un héros du nom de Condé.

L'avant-garde était commandée par M.r

le comte de Vioménil qui avait fait les campagnes de la guerre de 1741 à 1748, la guerre de 1756 à 1763, dite la guerre de 7 ans; la guerre de la Corse, ainsi que la guerre des Etats-Unis de l'Amérique, et qui par tout s'était distingué.

L'espérance d'aller peut-être se mettre entre de cruels oppresseurs et de timides opprimés; celle de faire peut-être quelque chose avec les catholiques de l'Alsace, les royalistes de cette province et les troupes que la lèpre révolutionnaire n'avait pas gangrenées, offrait l'idée d'un tel plaisir aux corps de Condé, qu'en butte aux intempéries de la saison la plus rigoureuse, ils trouvaient leur sort digne d'envie.

Un but secret sur Strasbourg avait-il amené ces corps dans le voisinage du pont de Keel, qui est en face de cette ville de guerre, de l'autre côté du Rhin.

La prudence débita que les corps de Condé n'étaient pas assez nombreux pour entreprendre un coup de main sur Strasbourg. Si notre prince y pensait, sans doute qu'il y avait des intelligences. Nos anciens chevaliers calculaient-ils tant sur la force numérique?

La révolution serait-elle allée aussi loin qu'elle est allée, si la peur des uns n'avait pas secondé l'audace des autres ? La crainte des conjurés n'a-t-elle pas conduit les honnêtes gens de précipice en précipice ? N'était-il pas permis de croire à l'ascendant d'une cause légitime et honorable sur une cause horriblement criminelle ? D'un côté, l'on était armé pour son Dieu, pour son Roi, sa nation, sa patrie, son gouvernement ; enfin pour le maintien de ce que les états-généraux de tous les siècles avaient voulu. De l'autre côté l'on était armé pour les factieux de la convention, dirigés par les meneurs du club des jacobins et ceux du club des cordeliers.

Il eût été bien important de pénétrer en France et d'y établir le noyau d'une armée de sujets fidèles ; d'y fournir un point de ralliement à des militaires de divers corps, à des Alsaciens, des Franc - Comtois, des Lorrains ; aux braves de Lyon, de Jalès ; enfin ,d'y former une armée royale, comme il s'en forma dans un coin du Poitou. Les augustes frères de notre Roi, restés à Coblentz avec un noyau d'armée plus considérable que celui de M.gr le prince de Condé, auraient bientôt été dans Strasbourg.

Dans la supposition que cela fût, l'entreprise eût été hardie, vu la saison; mais sous Henri II, une armée française, dont l'arrière-ban formait une partie, prit Calais en huit jours. Ce qu'il y avait de plus distingué dans l'armée fut des premiers sur les remparts. Cette place avait coûté onze mois de siége à Edouard III, après la bataille de Crecy.

Mais sous le ministère de ce cardinal qui fut toujours occupé de la gloire de son maître, en 1629, Louis XIII, en personne, au milieu de l'hiver, gagna le mont Génévre; y fit passer son artillerie, força le pas de Suze, défendu par des retranchemens et par des redoutes élevées sur la pente des montagnes; se rendit maître de la ville ainsi que du château et fit lever le siége de Casal. C'était l'objet de cette expédition héroïque.

Mais Louis XIV fit la conquête de la Franche-Comté dans trois semaines, au mois de février 1631; mais la ville de Bruxelles, investie par le maréchal de Saxe, dans l'hiver de 1746, fut prise le 21 février.

De quelque valeureuse ardeur que pussent être animés les corps de Condé, pouvaient-ils espérer qu'un coup de main sur Strasbourg réussit? Cependant il est d'heureuses

témérités. Ce qu'ont fait les vendéens n'est pas moins étonnant.

Le service qui consistait à faire des patrouilles la nuit et avant le jour, laissait bien du tems libre. On était près de Salsbach, où fut tué le digne rival du grand Condé. C'était à qui serait le plus empressé d'aller voir ce champ de deuil où monsieur le maréchal de Turenne fut tué d'un coup de canon, en choisissant un emplacement pour une batterie. C'était à qui serait le plus empressé d'aller voir ce champ de regrets, où le lieutenant général d'artillerie, M.r de St.-Hilaire, frappé du même boulet que M.r le vicomte de Turenne, disait à son fils : « Ce n'est pas moi qu'il faut pleurer, » mon fils, c'est ce grand homme ».

A l'endroit où fut tué M. le maréchal de Turenne, sont les restes d'un mausolée qu'un cardinal de Rohan fit élever et qu'un ouragan a jeté par terre. Les gentilshommes allaient le faire relever à leurs frais. Ils comptaient travailler eux-mêmes avec les ouvriers, à remettre sur pied ce précieux monument ; il s'en faisaient une fête. Des ordres donnés pour leur départ leur en enlevèrent le plaisir.

On voyait à Salsbach, sur un registre, des milliers de noms qui attestent la curiosité qu'avaient eue des voyageurs, sans nombre, de voir l'endroit où la France fit une si grande perte. On y voyait aussi quelques distiques et quelques quatrains. Voilà des vers qui n'y sont pas, quoiqu'inspirés par la vue des restes du mausolée de ce grand homme:

C'est donc là qu'un boulet arrêta des guerriers
Le modèle parfait. Un faisceau de lauriers
Orne et couvre sa tombe. O Dieu de la victoire...:
Mais il vit, ce héros, au temple de la gloire.

O toi qui, des Français, surpassa l'espérance;
O toi qui fus l'égide et l'honneur de la France;
Toi dont le trépas mit tout le royaume en deuil;
Turenne ouvre ta tombe, et du fond du cercueil,
Où gît ta cendre révérée,
Entends la voix de la France éplorée.
Viens t'unir aux Condé pour sauver ton pays,
Relever les autels et le trône et Louis.

Pleurons de nos héros, pleurons de nos aïeux
L'illustre coryphée :
Ah! s'il n'avait de bandeau sur les yeux
Que celui de Morphée.
Mais non, il dort d'un éternel sommeil :
Conservons bien dans Condé son pareil.

Les corps de Condé partirent le 17 février de la partie de l'évêché de Strasbourg, qu'ils occupaient en Allemagne. Monsieur le duc de Wirtemberg fut-il pour quelque chose dans ce départ ? Il avait fait avancer des troupes et de l'artillerie sur l'extrémité de son duché confinant à l'un des corps de Condé. On avait ouvert, sur son territoire, au travers des neiges, un passage de deux à trois lieues de long, qui aboutissait à deux lieues d'un autre de ces corps.

Etait-ce pour forcer notre prince à sortir du voisinage de son duché de Wirtemberg, dans la crainte des Français? Nous quittâmes des cantonnemens d'où nous avions le plaisir de voir la superbe flèche de la cathédrale de Strasbourg.

Monseigneur était embarqué sur une mer d'obstacles. On avait besoin du plus habile pilote, du plus aguerri, contre les difficultés du plus prudent, du plus ferme. C'est ce qu'on trouva dans son altesse. Les princes, dont les états étaient sur la rive droite du Rhin, craignaient le nouveau gouvernement français. Déjà il voulait ordonner et défendre ce qui lui plaisait dans les états des

souverains étrangers. Les choses ont été poussées au point qu'il a été défendu aux Français soufferts en Autriche, en Prusse et ailleurs, de porter leurs décorations.

Malgré des contrariétés, cependant, et des difficultés, le prince alla le long de la rive droite du Rhin, au travers de quelques états du Margraviat de Bade et du Palatinat, prendre de nouveaux quartiers au-delà du Necker, à deux ou trois journées au-dessus de Landau.

On dira que les corps aux ordres de M. le prince de Condé n'étaient pas en état d'entreprendre sur une place aussi forte que Landau, dans le cas où son altesse aurait eu des projets sur cette place ; mais ouvrons l'histoire.

Un des premiers succès par lesquels Henri IV s'ouvrit le chemin du trône, fut la victoire qu'il remporta sur le duc de Mayenne, à la bataille d'Arques. L'armée du duc était forte de trente mille hommes : Henri IV n'en avait que six à sept mille.

En 1667, les mousquetaires, au siége de Valenciennes, emportèrent les ouvrages en plein jour, l'épée à la main.

Lorsque Louis XIV entama la campagne

qui lui valut une partie des Provinces-Unies, avec une infinité de forts et de châteaux, quinze mille hommes, tant de la maison du Roi que de la cavalerie, passèrent le Rhin à la nage.

Nous avions le regret de nous être éloignés de Strasbourg; mais dira-t-on encore à ce sujet, supposé que votre prince eût eu cette place, comme le prince Eugène eut Crémone, comment se fût-il maintenu dans une aussi grande ville avec aussi peu de monde ? Ouvrons encore l'histoire.

Charlesquint fit, en 1552, le siége de Metz avec cent mille hommes; cette ville n'avait point de dehors; ses murailles étaient sans remparts, ses fossés presque comblés. L'élite de la noblesse de France alla s'enfermer dans la place, pour y servir en qualité de volontaires. On fit, à la hâte, des remparts, des plates-formes, des retranchemens. A mesure que les impériaux faisaient une brèche on travaillait derrière. On fit de fréquentes et vigoureuses sorties. On mit à contribution tout ce que le génie, le talent et le courage peuvent suggérer.

L'Empereur leva le siége après avoir perdu

30 mille hommes devant cette place. C'est à ce siége que la Brosse, St.-Luc et le capitaine Lange se signalèrent par une sortie qui fit l'admiration des deux armées.

Le général Charette s'était maintenu au-delà de la Loire, dans ce pays qui a été le théâtre de tant de prodiges : il avait recueilli les débris de l'armée battue en deçà. Il en avait formé trois petits corps. Ils étaient séparés pour vivre plus facilement. L'un était à Beaupreau en Anjou, le 2.ᵉ à Clisson, le 3.ᵉ à Doué. Ces trois corps étaient embarrassés de femmes, d'ecclésiastiques et d'enfans. 120 mille hommes les avaient enfermés de façon à croire qu'ils n'en échaperait point. De toutes parts ils étaient cernés. Trois corps de troupes devaient attaquer ces petits corps de Vendéens, pendant que le reste les tenait enfermés.

Les royalistes se font dire une messe, reçoivent la bénédiction et fondent avec tant d'impétuosité sur les troupes qui les bloquaient, que chacun de ces corps se fait jour de son côté. C'est à cette affaire, qui eut lieu le 23 février 1794, que des mères, des femmes et des sœurs de ces braves, s'ar-

mèrent de ce qu'elles purent trouver et se battirent avec acharnement.

Le 26 du mois d'avril même année, Menin fut investi par des troupes de la convention; cette ville n'avait ni canons sur ses remparts, ni moyens de résistance. 14 cents Hanovriens, 4 cents hommes de la légion de la Châtre et 200 Hessois se trouvent enfermés dedans. Les 4 cents émigrans ayant à leur tête le lieutenant-colonel M.r de Vilaine et suivis des Hanovriens, ainsi que des Hessois dont ils faisaient l'avant-garde, surent bien se faire jour. Ils surent bien traverser le faubourg de Bruges occupé par leurs ennemis, et passer outre; ils surent bien passer au travers d'un corps bivaqué plus loin; enfoncer une 3.e ligne qu'ils trouvèrent à la pointe du jour et arriver à Bruges couverts de sang et de gloire, après avoir tué quinze cents hommes et pris treize pièces de canon qu'ils abandonnèrent, hors trois, faute d'attelages.

Au surplus, quinze cents Français, commandés par le comte de Plélo, ne craignirent pas, en 1734, de sacrifier leur vie pour délivrer Stanislas, beau-père de Louis XV,

enfermé dans la ville de Dantzick par des troupes russes.

Lorsque les Espagnols, en 1596, sous le règne de Henri IV, s'emparèrent de Calais, huit cents Français, qui défendaient cette place, ne craignirent point de s'y faire tuer. Ce n'était pas pour une cause plus juste, plus belle, plus honorable.

ETAT des choses en Europe en 1792.

Il existait une ligue connue sous le nom de la Propagande. Les meneurs du palais royal et ceux du club des jacobins l'avaient formée. Cette ligue avait ses comités, sa doctrine.

Elle avait un grand bureau central de direction pour la France et pour l'Europe.

Un comité de correspondance composé de trente membres, et chargé de correspondre avec les affiliés des diverses contrées de la France et de l'Europe.

Deux comités des recherches étaient chargés de faire la recherche et la dénonciation des hommes capables d'opposer des

obstacles à la propagation de la doctrine. L'un était composé de douze députés, l'autre de six parisiens.

La ligue avait un comité de vérification et de présentation pour l'examen et la présentation des agrégés.

Enfin un comité de trésorerie composé de douze membres chargés de régir la caisse de la Propagande ; caisse enrichie par un opulent seigneur et par le banquier ministre Neker qui puisait au trésor royal ; caisse alimentée des dépouilles des églises et des monastères, du produit des dons patriotiques et des dons faits en secret.

Le nom des présidens, vice-présidens et membres de ces comités fut imprimé en 1791.

Quelle était leur doctrine ?

Voici celle qu'ils avouaient, et celle dont ils faisaient un mystère.

Doctrine avouée. Point de religion venue de Dieu, point de religion dominante, liberté de culte. Point de monarchies absolues, point de Rois souverains, point de Rois qui participent à la confection des lois.

Doctrine secrète ou réelle. Point de Dieu, point de culte, point de religion, point de

monarchies, point de trônes, point de Rois.

Les élèves de ces révolutionnaires ont-ils d'autres principes ?

Il entrait encore dans la doctrine secrète de signaler les fidèles comme des traîtres, les amis de l'ordre comme les fauteurs des désordres, et les riches comme les ennemis des pauvres; de dénoncer comme conspirateurs ceux contre lesquels la ligue conspirait; de faire manquer le grain et le pain pour soulever le peuple et d'accuser les aristocrates des causes du soulèvement; enfin de rejeter les manœuvres de la Propagande sur les victimes même des manœuvres de la Propagande.

Les initiés n'étaient admis aux secrets de la véritable doctrine, que lorsqu'ils en étaient reconnus dignes. Un serment solennel leur imposait l'obligation de la propager. La calomnie, la trahison, la perfidie, le feu, le fer et le poison, tout était permis pour l'établir. Le principe était que tous les moyens sont bons pour atteindre son but.

La ligue de la Propagande tenait ses séances au club des jacobins. C'était tout à la fois une ligue, une secte et une faction.

Comme ligue, elle était plus dangereuse que la grande ligue et que la ligue des seize, sous Henri III et Henri IV. Comme secte, elle était plus redoutable que ne le furent celles de Luther et de Calvin. Comme faction, elle l'était plus que ne le furent les factions de Charles le mauvais et de Marcel, bien plus que ne le furent celles des Maillotins, celle des Cabochiens et celle des Capeluchiens.

Cette ligue était redoutable pour l'Europe même, en ce que nous n'étions plus dans ces tems où les nations étaient comme isolées les unes des autres. Nous étions, au contraire, dans un tems où toutes sont liées par de grandes routes, par le commerce et par la politique; dans un tems où l'Europe est pleine d'imprimeries qui transmettent avec rapidité les écrits dans le nombre que l'homme veut.

Il paraissait aux yeux de ceux qui observaient qu'au lieu d'une faction il y en avait trois, celle d'un vertueux étranger qui, maître du trésor de l'état, des effets publics et des subsistances qu'il pouvait faire arriver ou manquer, voulait gouverner au nom du Roi. Celle d'une ligue d'honnêtes gens qui

voulaient faire égorger la famille royale pour avoir un Roi de leur façon, afin d'être ses ministres, ses conseillers d'état, ses favoris : le club des cordeliers était le club particulier de ceux-ci. L'autre était celle des soi-disant patriotes qui voulaient mettre à la place de la monarchie française, une république de leur fondation, afin de s'en constituer les gouvernans et les administrateurs. La plupart de ces révolutionnaires font les royalistes pour conserver ou pour avoir des places ; mais ils ne veulent ni de la religion de nos pères, ni de la légitimité. Ils tiennent aux plans de la Propagande, comme les racines du chêne tiennent au chêne.

La Propagande avait expédié dans les pays étrangers des émissaires avec des sommes d'argent, des traductions des droits de l'homme, des catéchismes analogues pour les différentes classes d'habitans, et des instructions sur les moyens de propager la doctrine. Les loges de francs-maçons fournissaient autant de canaux pour inoculer un poison tendant à corrompre les hommes et à les dénaturer par la dissolution de toute

morale et de tout principe. La Propagande en voulait aux autels, aux trônes; aux gouvernemens, aux pouvoirs, aux honneurs, aux places et aux propriétés.

Louis XVI, fort de sa conscience, de son amour pour son peuple et de son courage passif, était sur le plus menacé des trônes. Il avait des traîtres dans son conseil; il ne voulait point de guerre civile; il ne voulait pas qu'une goutte de sang français coulât pour sa cause. Les factieux lui faisaient scandaleusement la loi depuis le serment du jeu de paume, et depuis les suites de la séance royale, il était dans une position à ne pouvoir plus empêcher la couronne de tomber en lambeaux; il en était tous les jours détaché des fleurons.

Une puissance unie à la France par les liens du sang, ceux de la religion, ceux du gouvernement et ceux de la politique avait pour ministre prépondérant un ami des Condorcet et Diderot. Ce ministre avait tenté d'assembler les cortès avant la convocation des états-généraux en France; il n'allait pas travailler contre les plans de la ligue, son influence neutralisait l'Espagne,

et favorisait dans son pays les manœuvres de la Propagande.

Un Roi digne de porter la couronne et de tenir le sceptre, se préparait à jouer un beau rôle, un monstre revenu de Paris en Suède l'avait envoyé joindre les Gustaves, ses aïeux en l'assassinant. Son successeur ne paraissait pas attacher du prix à la gloire de s'armer pour soutenir des trônes et sauver des nations de l'anarchie.

Le Nestor des Rois n'avait de moyens que pour empêcher des troupes françaises de pénétrer en Italie, encore ne pouvait-il que leur en disputer le passage.

De tous les potentats qui se trouvaient sur les trônes de l'Europe, un seul, peut-être, s'était donné, pour coopérateur, un ministre digne d'être honoré de la confiance de son maître et d'être chargé des intérêts de l'état. Un seul, peut-être, avait un ministre capable de faire jouer un grand rôle à une grande et fière nation ; mais nous avions donné contre elle des secours aux insurgés des Etats-Unis de l'Amérique.

Un souverain attaqué, selon les apparences, par la plus perfide des armes de

la propagande, était depuis peu descendu, comme subitement, du trône des Césars dans le tombeau. Un jeune monarque, débutant, à la fleur de son âge, dans la carrière des souverains, ne pouvait avoir que le germe des vertus royales de Marie-Thérèse.

L'aigle des Rois, quant au génie de la guerre, n'était plus. Ses armées, leur tactique, ses généraux, un nouveau Roi, de nouveaux ministres, tout cela ne remplaçait pas l'homme de guerre. Je dirais l'homme d'état et de cabinet, si sa politique n'avait pas été souillée par un impur philosophisme.

L'illustre souverain des vastes états que Pierre le grand créa, pour ainsi dire, dans un siècle qui n'était pourtant pas celui de nos prétendues lumières en politique, paraissait avoir des intentions dignes de sa grande ame et d'un jugement parfait; mais Petersbourg est à cinq cents lieues de Paris, Moskou en est à six cent.

Quelques têtes couronnées ne paraissaient pas pénétrées de la haute destinée des souverains. Des monarques, des ministres, des

conseillers d'état, quoique placés sur les grands théâtres politiques de l'Europe, et faits pour veiller à la sûreté de leurs états, ne semblaient pas craindre l'embrâsement qui les menaçait.

Cependant des tas de factieux étayés de brigands à leur solde et de gens simples qu'ils égaraient avec les mots liberté, patriotisme, égalité, droits de l'homme et souveraineté du peuple, désorganisaient un grand royaume. Le bras levé sur le chef de l'état et le pied sur les cahiers de la nation, ils abattaient, incendiaient, bouleversaient. Ils soufflaient le poison d'une doctrine épouvantable sur la France et sur les pays voisins.

La corruption, le crime et tout ce qui peut sortir d'un nouvel enfer était mis en œuvre pour soulever les peuples contre ceux qui gouvernent, pour abattre les religions, les monarchies, les républiques, les gouvernemens et toutes les autorités subsistantes.

Des milliers d'hommes instruits du droit des gens par de fougueux déclamateurs, dans des tavernes, des bastringues et des clubs, prouvaient, la pique et la baïonnette à la main, qu'il était temps de rappeler les

hommes à l'état de nature, et de reprendre, pour les peuples, le droit de se gouverner eux-mêmes.

Un bouleversement tel que les annales du genre humain n'en citent point, faisait d'affreux progrès. La France était menacée d'être engloutie sous un amas de ruines. Les états voisins étaient menacés de leur dissolution. Une peste révolutionnaire devait tout détruire.

Une religion, dont la chute annonçait l'abandon de toute pratique religieuse et morale, s'ensévelissait sous ses autels. Une monarchie dont l'écroulement était du plus sinistre augure pour les grandes réunions civilisées, s'enterrait sous les débris de son trône. Un système de spoliation, à faire trembler jusqu'aux propriétaires de l'Amérique, prenait de l'accroissement. Des attentats, qui devaient effrayer ceux qui tiennent le gouvernail des empires, s'accumulaient sur un grand royaume et sur le meilleur des Rois.

Immobiles comme si la France ne pouvait pas entraîner les états qui l'avoisinent en s'écroulant; immobiles comme si les états de

l'Europe, entraînés l'un après l'autre dans sa chute, ne pouvaient pas devenir un jour ce que devinrent l'Egypte, la Grèce et l'empire romain; immobiles comme si l'on ne pouvait pas dire des pays qui virent naître Alfred, Charles-Quint, Marie-Thérèse, Frédéric II et les Adolphe, ce qu'on dit de Babylone, de Palmyre, de Carthage; immobiles comme si l'on ne pouvait pas dire à la suite de nos catastrophes, ici fut tel empire, là vécut telle nation, ici fut telle république; là brillait, tout à l'heure encore, tel royaume. Ceux qui tenaient en main les rênes des gouvernemens observaient, délibéraient, calculaient.

L'Italien, le Belge, le Hollandais, l'Allemand, etc., ne semblaient pas craindre le poison d'une doctrine tendant à rompre tous les liens de l'ordre social. Ils ne semblaient pas craindre que les sans-culottes de leur pays imitassent un jour les sans-culottes de la France en révolution. Ils ne semblaient pas craindre que, formés à leur école et marchant sur leurs traces, ils ne les chassassent un jour de leur propre demeure et qu'ils ne s'adjugeassent leur patrimoine, en

vertu des droits de l'homme commentés par les plus forts. Ils ne semblaient pas craindre ce qui devait leur arriver, si le sans-culotisme, en France, n'était pas réprimé, détruit ou comprimé.

Cependant la Propagande avait répandu, dans la Belgique, sur les bords du Rhin, dans la Savoie et le comté de Nice, des proclamations dans lesquelles ses agens prêchaient la révolte. Ils offraient leur assistance aux peuples qui voudraient conquérir leur liberté. A peine les Français furent-ils maîtres des places et des armes de ces pays, qu'un décret supprima toutes les autorités subsistantes; que le gouvernement français fit administrer ces contrées comme la France; qu'il séquestra toutes les propriétés publiques; celles des princes, celles du clergé, celles des communautés laïques, etc. Ce décret est du 15 décembre 1792.

Des brigands, qui venaient de ravager l'ex-Provence, conduits par le coupe-tête Jourdan, homme bien différent du général de ce nom, avaient exercé des horreurs inouies, dans le comtat vénaissin, envers un grand nombre d'habitans de tout âge et de

tout sexe, pour opérer la réunion de ce comtat à la France, contre le vœu des principaux habitans du pays.

La Propagande voulait désorganiser toutes les sociétés civilisées et les plonger dans l'anarchie, pour leur ôter les moyens d'apporter des obstacles à la révolution qu'elle faisait en France et pour révolutionner, après cela, le monde à son profit.

Soit que les gouvernés des divers états ne vissent qu'une guerre faite au Roi de France, aux évêques et aux nobles dans une guerre faite à la civilisation ; soit qu'ils n'y vissent, d'abord, qu'une guerre entreprise au profit et pour le bonheur des nations ; soit que les gouvernans fussent retenus par une fausse opinion dominante dans leurs états ; soit qu'ils voulussent abandonner aux maux dont ils devaient s'accabler eux-mêmes, les auteurs de ces maux pour les punir, pour les corriger et pour donner un exemple à leurs sujets ; ils observaient, ils délibéraient, ils calculaient.

A portée d'un volcan qui vomissait chaque jour de nouveaux feux, à portée d'un gouffre qui s'entrouvrait pour engloutir tout, les

souverains semblaient attendre qu'un danger plus visible crévât les yeux des incrédules.

La religion à défendre, les trônes à soutenir, les gouvernemens à maintenir, la sûreté des gouvernans à garantir, la tranquillité des nations à conserver, celle de la France à rétablir, les fers d'une famille royale à briser, la liberté, la fortune et la vie des sujets fidèles à sauver, la dissolution des états à prévenir, le malheur des nations à détourner; tout cela n'entraînait point ceux qui veillent du haut des trônes et des conseils au repos et à la sûreté des états.

On avait étouffé sur-le-champ l'insurrection de la Hollande, celle de Liège et celle du Brabant; mais ce n'était que des étincelles en comparaison de l'incendie que la Propagande allumait. Des ligues de conjurés contre le ciel et la terre avaient armé, dès leur début, le peuple d'un royaume de vingt-cinq millions d'habitans réunis entre les plus belles contrées de l'Europe. Les conjurés travaillaient à convertir le peuple en soldats. Ils ne se cachaient pas d'employer tout ce que la corruption a de moyens, pour propager leur système de Paris à Londres, à

Madrid, à Lisbonne, à Stokolm, etc., sous le chimérique prétexte d'établir la liberté, l'égalité, le bonheur. Les résultats de leur conjuration devaient être un embrâsement général. Quel que fut un danger sans exemple et sans bornes, les gouvernemens ne recouraient point à la réunion des moyens qu'ils pouvaient employer.

Loin de se croiser contre une ligue qui travaillait à bouleverser les deux mondes, comme l'Europe se croisa dans le 11.e, le 12.e et le 13.e siècle contre les Sarrasins, pour délivrer les chrétiens de leur joug et pour empêcher ces orientaux de revenir dans l'ouest de l'Europe tenter des conquêtes, il ne s'ouvrait pas un arsenal, il ne se formait pas un magasin, il ne se déployait pas un étendard.

Le Roi se trouvait réduit à ne pouvoir pas sauver la patrie avec les fidèles de son royaume, dans un pays où ceux qui gouvernaient, non de droit, mais de fait, criaient à vingt-cinq millions de gens vifs et ardens, qu'ils étaient égaux, libres et souverains; dans un pays où l'on avait mis les esprits en fermentation, où l'on avait dé-

chaîné toutes les passions, où l'on avait brisé tous les liens qui contenaient, dans un état social et tranquille, vingt-cinq millions de Français.

Malgré tout ce que les jacobins avaient dit et fait contre les Rois et contre la royauté; malgré la mort subite de l'Empereur Léopold, au milieu des convulsions et malgré l'assassinat du Roi de Suède, Gustave III, aucune puissance n'avait déclaré la guerre à la France.

La majorité de la 2.e assemblée, dite la législative, la déclara à l'Empereur d'Autriche. Le club des cordeliers voyait dans cette guerre une source d'imputations à faire au Roi et à la Reine. Le club des jacobins y voyait ses succès, son triomphe. Louis XVI fit en vain tout ce qu'il put pour préserver la France de ce fléau. Le club des jacobins et celui des cordeliers voulaient cette guerre, ils la regardaient comme un moyen infaillible de perdre le Roi et la Reine.

La guerre déclarée, l'Empereur et le Roi de Prusse mirent une armée sur pied. M. le duc régnant de Brunswick en eut le commandement. Il fit paraître, sous la date du

25 juillet (1792), une déclaration dont voici le premier article.

DÉCLARATION.

« Entraînés dans la guerre par des cir-
» constances irrésistibles, leurs majestés
» l'Empereur et le Roi de Prusse ne se pro-
» posent d'autre but que le bonheur de la
» France, sans prétendre s'enrichir à ses
» dépens par des conquêtes. Elles n'entendent
» point s'immiscer dans le gouvernement
» intérieur de la France : Elles veulent uni-
» quement délivrer le Roi, la Reine et la
» famille royale de leur captivité, procurer
» à sa majesté très-chrétienne la sûreté
» nécessaire pour qu'elle puisse faire, sans
» danger comme sans obstacle, les convo-
» cations qu'elle jugera nécessaires, et tra-
» vailler à assurer le bonheur de ses sujets,
» suivant ses promesses et ce qui dépendra
» d'elle ».

Il en parut une des frères de sa majesté très-chrétienne, et des princes de son sang unis à eux, sous la date du 8 août.

DECLARATION.

Que les frères de sa majesté très-chrétienne

et les princes de son sang unis à eux font à la France et à l'Europe entière de leurs sentimens et de leurs intentions.

» Quoiqu'il soit notoire que les puissances
» confédérées ne font la guerre ni au Roi ni
» à la nation, mais qu'elles la font seulement
» aux factieux qui oppriment l'un et l'autre,
» et quoique la déclaration donnée au nom
» de leurs majestés l'Empereur et le Roi de
» Prusse, par le duc régnant de Brunswick,
» constate suffisamment les motifs et les
» vues de cette coalition, les princes frères
» de sa majesté très-chrétienne, les princes
» de son sang unis à eux, la valeureuse
» noblesse, qui marche à leur suite, et l'élite
» de la nation qui est venue se ranger sous
» leurs drapeaux, ne peuvent se joindre à
» des armées étrangères, sans rendre compte
» à la France et à l'Europe de leurs motifs,
» sans manifester leurs sentimens et sans
» leur faire connaitre l'intention qui les guide.

Ici est un tableau frappant des plaies faites à la France.

» Les généreuses et magnanimes décla-
» rations de leurs majestés l'Empereur et le
» Roi de Prusse, ces déclarations que

» partagent également les Rois Bourbons
» nos augustes cousins et le Nestor des souverains, notre très-honoré beau-père, et l'héroïne du nord, notre sublime protectrice, et le jeune héritier de l'infortuné Gustave, dont nos larmes baignent la tombe ensanglantée, assurent à ces illustres confédérés la palme immortelle due aux défenseurs d'une cause qui est tout à la fois celle des Rois, celle du bon ordre, celle de l'humanité. Elles vous assurent, Français, que les forces auxquelles nous joignons les nôtres sont pour vous plutôt que contre vous, qu'elles ne sont redoutables qu'au crime, qu'elles ne poursuivront que la rebellion opiniâtre.

» Nous vous déclarons et nous attestons à la face de l'Europe, tant en notre nom, qu'au nom de tous les Français qui marchent avec nous et qui pensent comme nous, que réunis pour délivrer le Roi et le peuple du despotisme des usurpateurs, nous ne sommes séparés d'aucun de ceux qui ont la même intention : qu'aucun esprit de vengeance particulière ne conduit nos pas : que nous sommes fort éloignés

» de confondre la nation avec les séducteurs
» pervers qui l'ont égarée, et que laissant
» à la justice le soin de poursuivre les
» coupables, nous venons tendre la main à
» tous ceux qui désavouent les forfaits des
» factieux, à tous ceux qui, abjurant leurs
» erreurs, se hâteront de rentrer dans leur
» devoir.

» Adhérant entièrement à l'esprit de mo-
» dération dont leurs majestés impériale et
» prussienne viennent de publier un témoi-
» gnage solennel qui honore et immortalise
» l'usage qu'elles font de leur puissance,
» nous déclarons de plus en plus, sous leurs
» auspices, que notre unique but est de
» redemander aux usurpateurs le monarque
» et la monarchie, la liberté du chef au-
» guste de l'état et celle de ses peuples,
» l'ordre public et la force protectrice des
» droits de chacun, nos mœurs, notre re-
» ligion, l'honneur national, la justice,
» la paix, la sûrete ».

Fait au quartier-général de Trèves.

Suivent les signatures des sept princes.

MARCHES des Corps de Condé.

Son altesse avait de plus que l'année précédente, comme adjudant, M. le marquis de Bouillé qui, gouverneur des iles du Vent, s'était signalé par des entreprises couronnées du succès le plus glorieux, en prenant sur les Anglais, en 1781 et 1782, les iles de la Dominique, de St.-Eustache et de St.-Christophe; cet officier général qui, joignant la délicatesse d'un gentilhomme Français à la loyauté d'un militaire désintéressé, rendit à des Hollandais un million que l'amiral Rodney avait mis en dépôt à St.-Eustache.

L'amiral Rodney aurait-il rendu ce million s'il l'avait retrouvé? Ce procédé n'aurait rien eu d'étonnant de la part d'un général Anglais.

Quand le lord Welington faisait donner une guinée par Français que tout Portugais amenait en vie à son quartier-général; quand il sauvait ainsi de malheureux Français prisonniers ou blessés, peut-être que c'était à ses frais qu'il faisait la guerre aussi noblement.

Les Corps de Condé levèrent leurs quartiers les premiers jours du mois d'août, et dirigèrent leur marche vers Landau. Rien n'égalait leur joie. L'infanterie criait vive la cavalerie, la cavalerie criait vive l'infanterie; l'une et l'autre criaient vive le Roi, vive Condé.

Pour briser les fers de Louis,
Pour rompre les fers d'Antoinette,
Et pour sauver notre pays,
Nul chevalier qui ne répète,
Sous trois Condé soutiens des Lis;
Je meurs d'entendre la trompette.

Les corps de Condé passèrent le Rhin auprès de Spire sur des bacs et des bateaux. La garnison de Landau seule était plus nombreuse que ces corps: ils n'avaient point encore d'artillerie: ils n'en passèrent pas moins le fleuve avec assurance.

Ils n'étaient pas auprès de Landau qu'il y arrivait un renfort de quelques mille hommes. Peut-être que sans ce renfort les Condéens seraient entrés dans cette place. Ils retournèrent sur la rive droite du Rhin; leur destination, sans doute, n'était pas d'agir en France.

Les corps de Condé firent des marches et prirent des positions le long de la rive droite du Rhin, en face de l'Alsace, dans le margraviat de Baden et dans le Brisgaw, l'un des théâtres de la gloire du grand Condé. Le général Mercy s'était emparé de Fribourg, Condé arrive et quoiqu'inférieur en nombre il l'attaque dans un camp retranché, près de cette ville, et défait les Impériaux après trois jours de combats. Philisbourg et Mayence sont les fruits de cette victoire.

Les Condéens crurent plusieurs fois qu'ils repasseraient le Rhin pour rentrer en Alsace; mais ce ne fut que l'année d'après. Leur tâche était apparemment d'empêcher les troupes françaises de passer ce fleuve, et de garder le Brisgaw. Il appartenait à l'Empereur à qui le club des jacobins et le club des cordeliers avaient fait déclarer la guerre.

La campagne se réduisit à faire des marches, à prendre des positions, à faire des contre-marches, à se garantir des surprises et des piéges. Les troupes françaises qui se trouvaient en Alsace étaient plus nombreuses que les corps de Condé.

Etant entre Bâle et Fribourg dans le

Brisgaw, l'on sut que les armées coalisées étaient vers Châlons en Champagne avec les fidèles, commandés par les princes frères du Roi. Quel regret d'être à garder le Rhin, pendant que d'heureux frères d'armes étaient en France !

Pourquoi, disait-on, ne sommes-nous pas avec ces princes ? nous aurions la jouissance de concourir à délivrer nos concitoyens du joug des tigres de la convention qui, toujours ivres et toujours altérés de sang humain, sont bien plus redoutables que les tigres de l'Afrique. Nous aurions le bonheur de concourir à vider les prisons qui couvrent le sol de la France, et à mettre en pièces ou en cendres ces horribles machines qui vomissent le sang français sur toutes les places publiques. Nous aurions la satisfaction et la gloire de donner un nouveau père à notre Patrie, à la place des tyrans qui font une guerre affreuse aux hommes, aux femmes, aux monumens, aux arts, aux talens, aux vertus. Nous éclairerions des guerriers faits pour servir des héros.

On se berçait des idées les plus agréables à l'imagination et au cœur. O ne trouvait

pas de sort plus beau que celui des frères d'armes qui étaient en Champagne. On était loin d'imaginer que par une funeste retraite on allait laisser à l'abandon la famille royale, les fidèles, les riches, enfin les innocentes et malheureuses victimes d'une épouvantable révolution.

Les Condéens prirent des quartiers d'hiver dans cette partie de la Souabe appelée la Forêt-Noire, cette forêt par laquelle M. de Villars s'ouvrit un passage dans la guerre de 1701. Le quartier-général fut à Wilingen.

LES CONDÉENS en quartier d'hiver.

VOULEZ-VOUS savoir quels sont les sentimens qui régnaient parmi ces véritables Français, à commencer par les princes ? Représentez-vous trois Condé, ne mangeant à leur table que du pain de munition, pour en donner l'exemple à des officiers devenus les uns soldats, les autres cavaliers. Monseigneur, depuis la première formation à Worms, donnait 45 livres par mois aux gentilshommes soldats qui les voulaient. Ceux qui

pouvaient s'en passer ne les prenaient pas. Le grand nombre avait la délicatesse de se priver plutôt que de recourir à cette ressource.

Voulez-vous savoir quels sont les sentimens qui régnaient parmi les officiers généraux et parmi les officiers supérieurs ? En voici un échantillon. Ces officiers eurent au commencement de la deuxième campagne les appointemens de leurs grades. Ils ne prirent que 15 creutzers par jour (11 sous) ; ils laissèrent le reste pour les soldats et les cavaliers gentilshommes, afin de se mettre au même taux qu'eux, et afin que leur solde fût augmentée de quelque chose. Ce noble désintéressement n'était pas ce qui leur faisait le moins d'honneur.

Une union fondée sur l'estime et l'uniformité des sentimens régnait à tel point, entre les divers corps et entre les freres de toutes armes, qu'il semblait qu'on fût tous de la même famille ou du même corps.

S'il arrivait qu'un jeune homme affichât du mépris pour des actes religieux, un ancien lui disait : mon ami, quand vous serez à Paris, allez à l'hôtel des Invalides, entrez

dans l'église, avancez sous le superbe dôme qui la décore, vous verrez de vieux guerriers dans un pieux recueillement, adorant, priant ou remerciant Dieu. Ils ont soutenu les autels de nos pères et le trône de nos Rois. C'est sur ces braves qu'il faut prendre modèle, et non sur des jacobins qui ne veulent ni Dieu, ni Roi, ni loi, ni maître. Leur intérêt mondain est d'anéantir la religion chrétienne, s'ils le pouvaient, parce qu'elle condamne leurs sentimens et leurs actions; votre intérêt à vous, au contraire, est de la soutenir.

Un autre lui citait un des plus grands généraux qu'ait eu la France, M. le maréchal de Villars. Il avait été blessé dangereusement à Malplaquet en combattant le prince Eugène et Malboroug, quelqu'un parlait de lui donner le viatique en secret, non, dit le maréchal, puisque l'armée n'a pu voir mourir Villars en brave, il est bon qu'elle le voie mourir en chrétien.

Loin de faire parade d'un dédain insensé pour les mœurs et les vertus qui sont aux états ce qu'est aux hommes la santé, l'on entendait de vieux chevaliers en faire l'éloge. Bayard, disait l'un, se fit une réputation par

la pureté de ses mœurs comme par sa bravoure et sa loyauté. Turenne, dit un autre, se fit un nom par ses vertus comme par la supériorité de ses talens militaires.

Quant aux sentimens qui régnaient généralement dans les quartiers d'hiver, figurez-vous les sentimens inspirés par l'antique honneur français, par l'amour de la véritable gloire et par l'esprit amélioré de l'ancienne chevalerie.

Voulez-vous en avoir une idée plus détaillée, écoutez ce que l'on y disait, je vais vous le répéter. « Ce n'est rien que de gémir
» sur les calamités dont la France est inon-
» dée; ce n'est rien pour des hommes qui
» doivent être animés des sentimens les plus
» nobles et les plus généreux; il faut avoir
» le courage de s'exposer, avec une infa-
» tigable persévérance, aux privations, aux
» dangers, aux pertes et à tous les genres
» d'infortune, plutôt que de laisser notre
» patrie en proie aux monstres de la conven-
» tion; plutôt que de laisser entre les mains
» des Robespierre et des Marat notre Roi,
» notre Reine, nos mères, nos enfans, nos
» pères, nos femmes, nos sœurs, nos

» instituteurs. Français sensibles à l'honneur, » c'est là qu'est la gloire ; c'est là qu'est le » devoir ».

Voulez-vous avoir une idée plus complette des sentimens qui régnaient dans les quartiers d'hiver ? lisez les vers suivans sur les Condéens :

Tels que ces ennemis du repos des humains,
Qui du sang le plus pur voudraient teindre leurs mains ;
Tels que ces vils suppôts d'une infernale engeance,
On ne les verra point armés par la vengeance.

Rassurer le soupçon, le repentir, l'erreur,
Contre tous les faux bruits d'une vaine terreur,
Fouler aux pieds la haine et l'indigne colère,
Et tous les sentimens d'Alecto, de Mégère.

Laisser à Dieu d'abord, ensuite aux tribunaux,
A juger et punir les crimes capitaux ;
Arrêter des horreurs le cours abominable,
Arracher le Français d'un gouffre épouvantable.

Rendre à la France un jour son antique splendeur,
Au peuple le repos, la gaîté, le bonheur,
Relever, sous l'appui de deux augustes frères,
Le trône de nos Rois, les autels de nos pères.

Voilà, Français, voilà les sentimens, les vœux
Des Condéens unis, des fidèles, des preux ;
L'oriflamme à la main et le panache en tête,
Ah ! que ne peuvent-ils changer le deuil en fête ?

L'armée des princes frères du Roi, fut licenciée à la suite de la retraite des armées coalisées. Les corps de Condé pouvaient également l'être. Le prince en eut sans doute la peur, et fut inquiet sur leur compte, peut-être plus qu'ils ne le furent eux-mêmes. Voici une preuve de sa bienveillante sollicitude.

MONSEIGNEUR, à la Noblesse française, à Wilingen, le 14 janvier 1793.

« MESSIEURS, dans le tems des malheurs de » la fin de septembre, il était permis de » craindre qu'ils ne fussent sans ressource. » Dans l'amertume de mon cœur je m'affligeai profondément du sort qui menaçait » la noblesse française, et je crus devoir » m'occuper de l'adoucir autant qu'il serait » en mon pouvoir. Je chargeai M. le duc » de Richelieu d'une lettre pour l'Impératrice de Russie, et je demandai à cette » illustre souveraine si, dans le cas d'un » naufrage absolu, la noblesse française ne » pourrait pas trouver un port assuré dans

» quelque climat tempéré de ses états. La
» magnanimité de Catherine II n'a point
» hésité. Je viens de recevoir la réponse la
» plus flatteuse pour moi, la plus honorable
» et la plus juste pour vous; la plus remplie
» des sentimens que doit inspirer à l'Europe
» la constance de votre courage et de votre
» attachement au plus malheureux des Rois.
» Je n'ai pas besoin de vous dire, Messieurs,
» que la perspective qui vous est offerte, par
» les bontés de l'Impératrice, ne doit altérer
» ni votre reconnaissance pour les bienfaits
» que nous recevons de l'Empereur, ni votre
» ardeur à seconder ses troupes dans le
» noble projet qu'il a, sans doute, de re-
» mettre le Roi de France sur son trône. Si
» nous y parvenons nos vœux seront remplis.
» Si nous avons le malheur d'échouer, ce
» dont Dieu nous préserve, tous ceux qui
» ont suivi le parti de l'honneur, de quel-
» que état qu'ils soient, ont un asile, des
» secours et des possessions assurées pour
» eux, leur famille et leur postérité ».



DEUXIÈME PARTIE.

CAMPAGNE DE 1793.

De même que les corps et de même que les ambitieux qui ont usurpé la souveraine puissance veulent la guerre, pour avoir le prétexte d'augmenter les armées, afin de se maintenir, par la force, dans leur usurpation; de même que les corps, ainsi que les particuliers qui ont usurpé le pouvoir souverain ont besoin de la guerre et la veulent, pour occuper de projets, d'entreprises et de conquêtes, la nation qu'ils veulent asservir, afin de détourner son attention de dessus leur usurpation; ainsi les jacobins, qui s'étaient rendus maîtres du gouvernement et de tous les pouvoirs en France, voulaient la guerre. Ils avaient commencé par la faire à l'Empire.

M. de Custine s'empara, dans l'automne de 1792, de Spire, de Worms, de Bingen, de Creutznach et de Mayence. Ces conquêtes

sur l'Empire attirèrent à la France une déclaration de guerre de la part du corps germanique.

La convention, qui régnait alors tyranniquement sur la France, mit à exécution, les premiers jours de février 1793, un décret du 21 décembre 1792, qui prononçait la réunion des pays conquis à la république française.

Elle déclara, quelques jours après, la guerre à l'Espagne.

Elle la déclara, par un manifeste, daté du 1.er février 1793, à l'Angleterre et à la Hollande. Animée d'un esprit digne de ses membres, élus à la suite des massacres des premiers jours de septembre, sous l'influence des monstres qui les commandaient, elle avait fait guillotiner Louis XVI. La cour de Londres, indignée d'un aussi grand forfait contre un Roi légitime et vertueux, avait renvoyé de ses états l'ambassadeur français; M. Chauvelin.

Le 31 mars et le 1.er avril le général comte de Wurmser passa le Rhin avec neuf mille Autrichiens, à Spire et à Ketch, sur des bacs et des bateaux. Trente-cinq à quarante mille hommes de troupes françaises

étaient cantonnées dans le voisinage. L'audace de l'entreprise leur en imposa. Eloignés par les Prussiens, de Bingen, de Creutznach et de Worms, ils abandonnèrent Spire et les cantonnemens voisins de cette ville.

Je pourrais appeler ex-Français ceux qui, pendant un tems, abandonnèrent le Roi, chef et père des Français, ainsi que leurs officiers et leurs drapeaux, pour servir eux-mêmes, au mépris de leurs sermens, contre les Français fidèles, contre leurs anciens chefs, contre leurs princes et contre leur Roi même; mais le mot *ex* pourrait déplaire à de braves militaires, qui sans doute aujourd'hui sont Français, et ce n'est point mon intention.

J'appellerai Condéens ceux qui servaient sous les ordres des trois princes de Condé. J'appellerai les autres Français.

Le 13 avril, les corps aux ordres de monseigneur le prince de Condé, passèrent le Rhin sur un pont jeté devant Philisbourg. Un de ses aïeux s'était rendu maître de cette ville en 1644, après avoir battu le général Mercy. Ces fidèles formèrent un petit corps d'armée qui se joignit à l'armée du général comte de Wurmser.

Ce corps d'armée reçut une organisation calquée sur celle des Autrichiens. Les compagnies de gentilshommes à pied formèrent deux bataillons de chasseurs nobles, de onze à douze cents hommes chacun. Les compagnies de gentilshommes à cheval formèrent cinq escadrons. Les chevaliers de la Couronne et les fidèles de Dauphin cavalerie, formèrent une division. La légion de Mirabeau, les hussards de Salm et les deux corps de Hohenlohe infanterie, formèrent l'avant-garde. Elle fut commandée par M. le lieutenant-général comte de Vioménil et par monseigneur le duc d'Enghien, sous ses ordres.

L'armée de Wurmser campa, la gauche à Germershelm et voisinage, la droite à Courweiler, son quartier général à Weingarten. Les Prusiens avaient une position sur la droite. Le but était d'empêcher les troupes françaises de porter des secours à Mayence. Elles livrèrent nombre de combats pour y parvenir et ne purent y réussir.

Affaire du 17 mai.

L'avant-garde des Condéens était à Hert;

elle avait un détachement à Courtl ; le général baron de Hotze était à Belheim. Le lieuten.t-colonel autrichien, comte de Clenau, était à Rilsheim. Trois ou quatre cents hommes de cavalerie et de chasseurs français paraissent à la pointe du jour à la hauteur de Rurl. Ils venaient de Herxenheim ; ils avaient passé, l'on ne sait comment, entre MM. de Hotze et de Clenau. Le lieutenant-général comte de Vioménil n'en avait eu l'avis ni de l'un ni de l'autre. Leur apparition donne l'allerte. *Aux armes, à cheval.* Il était tems. Infanterie, cavalerie, tout va se trouver à sa place de bataille, place assignée d'avance à chaque arme.

Le conducteur de l'artillerie de Mirabeau, sans doute emporté par l'ardeur, l'emmene au grand trot plus à droite que sa position n'étail indiquée. En vain on crie sur lui, à gauche, à gauche, il n'en va pas moins vite à droite. Il n'entendait pas ; il faisait beaucoup de vent et beaucoup de poussière. Les cavaliers et les chasseurs français tombent sur les pièces, font main basse sur tout ce qui arrive à la suite. M. de Charbonnel est tué sur une pièce. M. Damoiseau reçoit plus de 20 coups de sabre et n'en est pas mort.

Les cavaliers et les chasseurs français poursuivent un piquet de Kaïser; ce piquet se rallie derrière la cavalerie de Mirabeau et celle de Salm, qui marchaient à leur position. Cette cavalerie se venge sur nombre de Français qu'elle étend aux pieds de leurs chevaux. Les pièces et la plus grande partie des braves qui avaient osé pénétrer jusqu'au milieu de l'avant-garde condéenne, restent sur un terrain évacué dans le moment. M. de Clenau pris dans l'action est repris dans l'action même.

AFFAIRE DU 19 JUILLET,

Redoute de Belheim.

LES Condéens avaient un bataillon de chasseurs nobles à Kaïscam, l'autre à Germersheim. Leur tâche était, comme celle de toute l'armée, d'empêcher les Français de porter du secours à Mayence. L'armée gardait, avec dix-sept mille hommes, quatre lieues de pays entre le Rhin et la montagne. Les troupes françaises attaquaient souvent les Prussiens, placés pour le même objet sur la droite. Elles attaquaient souvent,

Germershelm, gauche de la position. C'était autant d'attaques inutiles. Le 19 juillet, elles attaquent valeureusement les Prussiens qui leur tuent beaucoup de monde. Elles font en même-tems une attaque sur la redoute de Belheim, en avant de Kaïscam.

Soixante-douze gentilshommes du 1.er bataillon des chasseurs nobles étaient de garde dans cette redoute: elle n'avait point été finie. Derrière était un bois-taillis qui n'en était pas à plus d'une portée de fusil. Les troupes françaises attaquent cette redoute de dessus les hauteurs de Belheim, avec le boulet et l'obus. On n'avait pas une pièce pour y répondre. M. le comte de Salgues, officier général de jour et commandant en cette qualité, fait évacuer la redoute, à la garde, et la porte en arrière du bois. Les attaquans descendent des hauteurs et s'établissent dans la redoute.

Cette troupe, aulieu d'avoir des sentinelles placées de manière à voir au-delà du bois, n'avait qu'un petit poste et deux ou trois sentinelles dans le bois même. Elle n'était pas instruite dans l'art de la guerre comme elle l'a été depuis. M. de Salgues, n'apperce-

vant ni poste ni sentinelle, fait demander au prince la permission de tenter la reprise de la redoute. Le prince s'en rapporte à sa prudence.

M. de Salgues, forme des soixante-douze gentilshommes trois têtes de colonnes et les dirige toutes trois sur la redoute, marchant à peu de distance les unes à côté des autres. Il fait retentir les commandemens de *colonne de droite, colonne de gauche, colonne du centre en avant, pas de charge, marche.* Les trois colonnes marchent au pas de charge sur la redoute. Les deux ou trois sentinelles et le petit poste se sauvent à la course et jettent l'alarme. L'effet de la surprise est complet.

Entre le bois et la redoute était un petit éclairci. Les colonnes le franchissent rapidement, la troupe française n'a pas le tems de juger que ce ne sont ni des colonnes ni des avant-gardes. Un petit bras de la Queich coulait devant la redoute : deux planches volantes formaient un pont dessus pour aller à la redoute. Une des colonnes suit de si près le petit poste, qu'il n'ôte pas les planches.

Du côté des chasseurs nobles, c'est à qui se jetera dans la redoute, de l'autre côté, c'est à qui se sauvera. Les uns se lancent par-dessus le parapet qui n'était que commencé, les autres se précipitent au travers du fossé qui n'avait été qu'à demi-creusé. Ceux-ci laissent leur sac, ceux-là laissent une oie qu'ils plumaient, d'autres jetent le pic et la pioche avec lesquels ils travaillaient. Enfin dans un moment la redoute est reprise par l'audace et la ruse. *Audaces fortuna juvat.*

Un piquet de cavalerie commandé par le comte Max-d'Ollonne, neveu du général de Vioménil, et quelques chasseurs de Salm, chargent ceux qui décampaient. Soixante, ou environ, restent sur le terrain. Que font quelques soldats? Ils oublient qu'ils sont Français; ils jetent leurs fusils et demandent grâce. Ils reprennent leurs fusils, quand on est à quelques pas, et ils tirent sur ceux qui viennent de les épargner. Max-d'Ollonne reçut ainsi une balle dans un des pistolets qu'il âvait à sa selle. Un de ses neveux fut tué.

M. de Salgues eut le cordon rouge, le vicomte de Clugny, qui commandait une des

trois colonnes, eut le brevet de colonel. Duchambon, qui commandait une des autres, eut celui de lieutenant-colonel. Ils étaient tous les deux capitaines au régiment de Beauvoisis, lors de l'insurrection des soldats de ce régiment contre leurs officiers.

Louis XVIII vit l'hiver d'après M. de Salgues; il avait une redingote par-dessus son habit, le Roi lui dit : « Monsieur de » Salgues on apperçoit à peine le ruban que » vous avez si bien gagné ».

Le prince de Condé lui présenta dans le même tems le vicomte de Clugny, en lui disant : Sire, voilà l'officier à qui votre Majesté a donné le brevet de colonel. « Je ne le » lui ai point donné, il l'a trouvé dans la redoute de Belheim.

AFFAIRE DE JOCKGRIM, le 20 août.

Les troupes françaises n'avaient pas pu parvenir à porter du secours à Mayence. Cette ville s'était rendue par capitulation, le 22 juillet.

Depuis ce jour on s'était observé. Tout s'était réduit aux fusillades accoutumées des

avant-postes tous les matins. La cavalerie noble s'était trouvée pendant quelques heures sous le feu d'une batterie qu'elle n'avait pu enlever ni tourner à cause de sa position derrière un ravin, mais sans perdre de monde; les boulets passant par-dessus sa tête.

Dans la nuit du 19 août, l'armée marcha sur cinq ou six colonnes; celle de droite sur Bergzabern, celle du centre sur Kandel, celle de gauche le long du Rhin.

Une colonne, commandée par le général comte de Wurmser, en personne, et de laquelle était un bataillon de chasseurs nobles, marcha sur Jockgrim. Pour aller à la 1.re redoute, située sur un plateau, en avant de Jockgrim, il fallait défiler le long d'un petit chemin étroit, difficultueux et embarrassé, traverser un ravin profond et monter une côte escarpée. L'on ne pouvait emporter ce poste qu'à force de valeur. L'attaque en était vivement commencée par le régiment hongrois de Gionlay, qui était à la tête de la colonne.

Monseigneur, avec la légion de Mirabeau, les hussards de Salm, les deux corps de Hohenlohe, le 2.e bataillon des chasseurs nobles,

le 5.e escadron et l'artillerie noble, tournent Jockgrim.

Abattis, ravins, artillerie, rien n'arrêtait Gionlay; la colonne du prince arrive; le plateau, la redoute et le poste de Jockgrim sont abandonnés. On est maître, en moins d'une heure, d'une position devant laquelle on aurait perdu bien du monde si on ne l'avait pas tournée.

Un beau terrain, couvert de redoutes, auprès de Kandel, fut évacué d'après la prise de Jockgrim. La colonne du centre s'en trouva maîtresse sans avoir combattu.

Affaire de Pfort, le 21 août.

Les deux bataillons de chasseurs nobles et le 5.e escadron avaient passé la nuit entre Jockgrim et Hagenbach, village entouré de bois et près du Rhin. Le reste du corps de Condé, depuis le 19, était avec une colonne du centre; la colonne de M. le comte de Wurmser était en arrière, à la hauteur de Werth.

Dans les corps français il y avait des hommes qui servaient volontairement et de

bon cœur. Il y en avait d'autres qui servaient par force. Il fut tiré sur le total quinze mille hommes de bonne volonté, sous la promesse d'un louis par tête de royaliste. On leur disait qu'on allait faire un déjeûner du corps de Condé, stationné près du Rhin et séparé des colonnes autrichiennes.

A la pointe du jour, ces hommes de bonne volonté débouchent par les bois et paraissent. Appercevoir l'ennemi, sauter aux armes et se mettre en bataille, sont l'affaire du moment pour une partie de l'avant-garde. Le colonel de Fort, de la légion de Mirabeau, et le lieutenant-colonel Pelissier, soutiennent chacun l'attaque d'un bataillon avec cent hommes chacun, de volontaires et de chasseurs. Immobiles sous le feu, comme des arbres, ces deux cents braves arrêtent deux bataillons et donnent le tems aux divers corps de se porter à leur position.

Le but des généraux à un louis par tête, était de séparer tout-à-fait le corps de Condé du général comte de Wurmser, et de l'acculer au Rhin. Le prince juge leur projet, quoique masqué par de fausses dispositions. Calme comme il le fut le 25 juillet 1762,

près de Gruningue, contre le prince héréditaire de Brunswick, et le 28, à Friedberg, à l'apparition des troupes qui vinrent inopinément commencer une attaque à laquelle on ne s'attendait pas ; le prince donne et fait porter ses ordres.

Le major d'artillerie de Rison, juge qu'il doit y avoir une batterie dans un endroit qu'il montre, que des troupes en bataille vont démasquer, et qui va jouer sur le groupe même où est son altesse. Le prince juge comme M. de Rison. L'on disait à leurs oreilles, ce sont des nôtres, ce sont des Autrichiens. Tirez, M. de Rison, dit le prince. M. de Rison et les frères Fiard tirent, sur la batterie jugée, cinq à six coups de canon, deux ou trois à boulet, les autres à mitraille. Les boulets et la mitraille frappent au milieu des pièces et de ceux qui les servent; ils y mettent le désordre. Le prince fait dans le moment même marcher en avant. L'on fond sur les hommes au déjeûner. Surpris d'être chargés au moment qu'ils allaient attaquer, ils lâchent le pied, tournent le dos et décampent. La cavalerie de la légion et les hussards de Salm les chargent dans

leur fuite. La terre est jonchée dans quelques endroits de ces hommes de bonne volonté. La colonne que commandait en personne le général comte de Wurmser arrivait.

L'on s'empare de Hagenbach et du Pichelberg. Le lieutenant général comte de Vioménil marchait sur Lauterbourg avec l'avant-garde. Un ordre du général comte de Wurmser l'arrête à une demi-lieue en arrière de cette ville. Il faut s'arrêter sur le succès. Le soldat mord son fusil de regret. Peut-être eût-on eu Lauterbourg, si l'on avait insulté sur-le-champ cette place. Ce n'est qu'un peut-être.

Alors le soldat Français n'était pas aguerri comme il l'a été peu de tems après.

JOURNÉES *des* 11, 12 *et* 14 *de septembre, dans les montagnes de Bondenthal.*

Les troupes françaises avaient un camp retranché dans les montagnes, à une demi-lieue de Bondenthal, entre Dahn et Wissenbourg. Maître de ce camp, le général en chef comte de Wurmser aurait pu forcer le poste du Pigeonier, tourner Wissenbourg

et prendre à revers les lignes qui s'étendent de Lauterbourg à Wissenbourg. Il avait détaché, pour s'emparer du camp retranché, quatre mille hommes ou environ, dont une partie du régiment hongrois de Huf, des Valaques, l'infanterie de l'avant-garde du corps de Condé et deux cents hommes de sa cavalerie; la totalité sous le commandement du général Piatjowitz. On avait proposé l'expédition au général comte de Vioménil; il n'avait pas voulu s'en charger avec si peu de monde.

Le 11 de septembre, à la pointe du jour, le général Piatjowitz arrive au camp retranché de Bondenthal, l'attaque avec toute la vigueur imaginable et s'en empare. Il était défendu par trois à quatre mille hommes. Sur huit pièces de canon qu'il y avait dans le camp, cinq sont enlevées.

Dès le lendemain, des corps Français, au nombre de treize à quatorze bataillons, l'attaquent. Ils ont l'avantage du terrain comme celui du nombre; ils découvrent de la tête aux pieds et n'ont que la tête à découvert. Le régiment de Huf avait cinq à six cents hommes hors de combat. Les Hohen-

lohe, sur trois cents hommes, en avaient bien quatre-vingts tués ou blessés. L'infanterie de Mirabeau n'était pas moins maltraitée. Tous ces braves étaient restés quelques heures sous le feu d'une mousqueterie meurtrière et n'avaient pas fait un pas en arrière; enfin on les poste plus loin.

Depuis sept grandes heures on était en bataille sous une grêle de balles. Le général comte de Vioménil fait marcher sur les attaquans et les fait charger. Le lieutenant général marquis de Bethisy, à la tête des Hohenlohe et le lieutenant-colonel de Pelissier, à la tête de l'infanterie de Mirabeau, leur donnent la chasse. Les braves défenseurs du camp retranché de Bondenthal en restent les maitres.

M. de Bethisy ne pouvant gravir quelques passages et voulant toujours être à la tête des Hohenlohe, se faisait pousser par des grenadiers. C'est le père de ce comte qui a fait une si belle application des mots, *quand même.*

Ils reviennent à la charge, ces hommes qui jamais n'auraient voulu servir la convention si l'on n'avait pas employé tous les

moyens pour les égarer ; ils reviennent à la charge avec vingt-cinq bataillons. Les défenseurs de Bondenthal avaient demandé du renfort, des munitions et des vivres. On leur avait envoyé deux compagnies restées du régiment de Huf et un caisson. C'était loin de remplacer les tués et les blessés.

Les attaques du 12 se renouvellent sur les six heures du matin. Le reste des défenseurs intrépides du 12 tient comme le 12. Ce sont des murailles contre lesquelles les soldats Français tirent de haut en bas. On demande du secours aux Prussiens à portée d'en donner. M. le duc de Brunswick promet deux bataillons et deux escadrons. Il était onze heures. On avait consommé jusqu'aux cartouches de la cavalerie de Mirabeau ; l'on restait sans poudre. Le secours prussien n'arrivait point ; il était impossible de ne pas abandonner enfin un poste où la valeur humaine ne pouvait pas tenir plus long-tems.

On a dit que si le général en chef avait été servi par ses espions comme les Français l'étaient par les leurs, il aurait su que les lignes avaient été dégarnies pour envoyer,

un renfort de vingt bataillons. Dans ce cas on aurait fait une heureuse diversion en faveur de ceux qui se couvraient inutilement de gloire au milieu des dangers ; mais revenons à nos braves. Comment vont-ils se tirer d'affaire ?

Ce n'était point une longue retraite, comme celle de la Bohême en France, faite par M. le maréchal de Bellisle, au milieu des neiges et des glaces, dans la guerre de 1741 à 1748. La retraite de Bondenthal était courte; mais quoique courte, elle était difficile et périlleuse.

On l'entame sous le feu d'une mousqueterie des plus vives, sur deux colonnes. L'infanterie de Mirabeau fait l'arrière-garde de l'une, sa cavalerie fait l'arrière-garde de l'autre. L'une marche sur un plateau bordé de deux ravins; elle ne peut pas faire de tems en tems volte-face pour repousser ceux qui poursivent.

Des cavaliers de la légion et des cavaliers de Salm mettent en croupe des soldats de Huf, d'autres en mettent sur leur cheval et vont à pied. Le maréchal de la compagnie des Hulans fait le coup de pistolet avec des

chasseurs Français pour donner le tems à quelques-uns d'arriver. Toujours on verra les braves s'aimer et s'aider.

A l'arrivée de Bondenthal commence un défilé, le seul qu'il y ait pour la retraite. Cavalerie, caissons, artillerie, tout est forcé de s'y réunir sous les feux croisés de quelques pièces. Le général comte de Vioménil apperçoit heureusement une position de dessus laquelle il pourra protéger l'entrée dans le défilé. Son premier coup - d'œil à vu la position ; l'ordre est aussitôt donné d'aller s'en emparer et d'y mettre en batterie ses pièces.

Il n'avait point été envoyé de corps intermédiaire entre l'armée et le corps détaché, pour assurer ses communications et sa retraite en cas de besoin. Il fallait que nos braves défilassent le long des gorges qu'il y avait de Bondenthal à Anweiler, ce qui faisait quatre lieues à parcourir en défilant entre des montagnes. Ils pouvaient trouver les passages les plus étroits de ces gorges occupés par des troupes de la garnison de Landau, qui n'était pas bloquée du côté d'Anweiler. Nos braves de Bondenthal,

heureusement, ne sont inquiétés que par ceux qui les poursuivent. Ils arrivent à Anweiler sur les onze heures du soir. Ils marchaient depuis onze heures du matin.

Il y avait encore deux lieues de défilés à parcourir d'Anweiler au débouché des gorges. Des troupes Françaises avaient une lieue de moins que nos braves pour arriver à ce débouché.

Le général comte de Vioménil craint qu'ils n'en profitent, il envoie un détachement de cavalerie au-devant de leur propre débouché sur cet endroit. Les gorges et les hauteurs pouvaient en être occupées, soit par des troupes venues par un chemin plus court, soit par des troupes sorties de Landau. Même bonheur; ce détachement ne trouve rien; nul endroit des gorges n'est gardé.

Les échappés sortent des gorges, ils sont tirés d'un grand danger. Loin d'avoir perdu les deux tiers de leur monde, ils n'en avaient pas perdu plus d'un quart. Heureux étonnement! Loin d'avoir perdu leurs canons, ils amènent les cinq pris dans le camp de Bondenthal. Ils trouvent une division et deux pièces volantes que l'attention du lieutenant

feld maréchal prince de Waldeck avait envoyées au-devant d'eux ; notre prince avait eu la même attention. Les voilà de retour dans les environs de Barbelroth, où était le quartier général de M. le comte de Wurmser. Dieu soit béni.

Quel contre-tems et quelle position si, poursuivis par une partie des vingt-cinq bataillons et coupés dans leur retraite, soit par l'autre partie, soit par des troupes de la garnison de Landau, nos braves de Bondenthal s'étaient trouvés dans la position où se trouva l'armée romaine qui fit le traité des Fourches Caudines ! Quelle position pour des braves ! Ils n'avaient ni pain ni cartouches.

On fait des fautes à la guerre comme ailleurs ; on en fait de part et d'autre, avec la différence que les fautes qu'on fait à la guerre sont quelquefois funestes à bien du monde. J'ai entendu des troupes Françaises tenter de forcer le pont de Heidelberg et ne pouvoir pas y parvenir, quoique le pillage fût, disait-on, permis si le pont était forcé. Un petit corps d'Autrichiens défendait ce pont avec une artillerie bien servie, pen-

dant qu'on évacuait sur Hailbron des magasins Autrichiens. Il y avait du côté des Français, à un quart de lieue du pont, une certaine quantité de bateaux. Si les Autrichiens avaient fait une reconnaissance jusqu'à cet endroit, ils n'auraient pas laissé ces bateaux du côté des Français; si ceux-ci en avaient fait une, ils auraient profité des bateaux pour traverser la rivière et tomber sur les derrières des Autrichiens qui défendaient le pont.

Les lignes de la Lauter, *forcées le* 13 *octobre.*

Depuis les affaires de Bondenthal, l'armée n'avait fait que repousser des attaques. Dix ou douze fois les troupes Françaises avaient attaqué le général major baron de Hotze et n'avaient pu le déloger de la forêt de Bienwalt. Elle confine aux lignes sur presque toute leur étendue. Une seule fois elles avaient gagné du terrain, il l'avait repris sur-le-champ.

Le général comte de Ferrari venait de passer quelques jours à l'armée de Wurmser.

Il avait eu plusieurs conférences avec M. le duc de Brunswick, qui commandait les Prussiens, et avec M. le comte de Wurmser qui commandait les Autrichiens et le corps d'armée de Condé. Les généraux étaient convenus d'un plan d'opérations. Enfin on allait agir, le soleil allait éclairer une brillante journée.

Pour pénétrer en Alsace, il fallait franchir les fameuses lignes de la Lauter, qui s'étendent de Lauterbourg, sur le Rhin, à Wissenbourg, au pied des montagnes, le long de la rivière de la Lauter. C'était attaquer le taureau par les cornes, que d'attaquer ces lignes de front. Il fallait faire plus que de les attaquer, il fallait les aborder. Nombre de postes, dont plusieurs fortes redoutes en défendaient l'approche à deux lieues en avant, du côté de Wissenbourg. Ces lignes avaient été prises par les Autrichiens, dans la guerre de 1741 à 1748; mais elles leur avaient coûté dix mille hommes.

M. le duc de Brunswick, à la tête d'une colonne de Prussiens, s'avançait le long d'une file de gorges, sur Waerth, quatre lieues en arrière de Wissenbourg. M. le prince de

Waldeck jetait un pont sur le Rhin, entre Seltz et Beinhelm, trois lieues en arrière de Lauterbourg.

Au milieu d'une belle nuit, trois obus éclatent en l'air. C'est le signal de la marche pour une entreprise. On reçoit pour mot de ralliement un mot fait pour enflamer le courage, le nom d'une grande Reine, Marie-Thérèse. On était ennuyé de l'inaction. La joie passe dans l'ame de chacun. L'armée marche sur sept colonnes aux redoutes et aux postes qui sont en avant des lignes. Les points de réunion de toutes étaient Wissenbourg et Lauterbourg. Du côté des montagnes, du côté du Rhin, en avant sur nombre de points, on entend des feux roulans et le tonnère du canon. C'est au son de ce bruit qu'on marche avec ardeur aux lignes.

Le corps de Condé marche comme toutes les divisions de l'armée sur les lignes de la Lauter. Sa direction est la droite, côté de la montagne. La tâche de son avant-garde est de pénétrer jusqu'à Wissenbourg, en suivant le pied des montagnes ; c'était le côté le plus difficile. Le général comte de Vioménil n'avait que son avant-garde et trois à quatre

cents Valaques. Heureusement il avait dans cette avant-garde des compagnies d'une étonnante intrépidité.

La petite ville de Bergzabern était le premier obstacle à franchir. Les portes en étaient fermées. Le général comte de Vioménil ne peut pas faire attacher un pétard à celle qui lui ferme l'entrée de la ville : il n'en a point. Privé de ce moyen, dont Henri IV fit le premier usage au siége de Cahors, il la fait enfoncer avec le canon. Un détachement qu'il avait envoyé pour tourner un poste, trouve l'ennemi sous les armes. Le poste est attaqué par la valeur, il est défendu par le nombre et par le courage ; il est enlevé. La compagnie de grenadiers et une compagnie d'infanterie noble, laissent devant le poste la moitié des leurs tués ou blessés.

Les Mirabeau et les Hohenlohe qui, toute la campagne, firent le double service de troupes de ligne et de troupes légères, avaient à franchir tous les obstacles qu'offrent le penchant et le pied d'une chaîne de montagnes défendues. Cette infanterie trouve pour ainsi dire à chaque pas des obstacles à vaincre. Ici des hauteurs à gravir ; là des ravins à



passer ; ici des vignes, ailleurs des redoutes; ici des batteries, là le poste de Dierbach qui l'arrête plus d'une heure, et qu'elle n'emporte qu'à force d'opiniâtreté. Cette intrépide et valeureuse infanterie trouve enfin à franchir et franchit toutes sortes d'obstacles sous le feu d'un ennemi nombreux.

Elle arrive à Wissenbourg. Une colonne autrichienne qui, dès avant jour, avait enlevé la fameuse redoute de Scheid, était devant cette ville ; une autre redoute de huit pièces, ainsi que d'autres en avant de Wissenbourg, étaient depuis quelques heures au pouvoir des Autrichiens. On canonnait cette ville. Des volontaires de Mirabeau escaladent une porte et l'ouvrent. Ici finit pour cette avant-garde une journée qui lui coûte trente-trois officiers tués ou blessés et des soldats en proportion.

Le général baron de Hotze forçait en même-tems les lignes à trois quarts de lieue de Lauterbourg, ayant à la tête de sa colonne le régiment de Pellegriny, qui n'eut pas moins de cinq à six cents hommes couchés par terre, et qui n'en força pas moins tous les obstacles.

Les trophées de cette brillante journée furent vingt-sept redoutes et nombre de postes, les deux villes de Wissenbourg et Lauterbourg, quatre petits camps tendus, trente-trois pièces de canon, quatorze étendards ou drapeaux. C'était une superbe journée sans doute.

Mong.r le duc de Bourbon, désirant que l'on cueillît le laurier jusqu'à la racine, demanda la permission de poursuivre la victoire avec la cavalerie du corps de Condé. La journée, répondit le général en chef comte de Wurmser, est assez complète. Il avait des raisons pour qu'on ne pressât pas la fuite ou la retraite des troupes françaises.

M. le duc de Brunswick devait arriver le 13 à Waerth, et couper la retraite à ces troupes sur la chaussée de Wissenbourg à Phalsbourg. M. le prince de Waldeck devait passer le Rhin et la leur couper sur la chaussée de Lauterbourg à Strasbourg.

M Le duc de Brunswick n'arriva que le 14 au soir à Waerth; les lignes étaient forcées sur tous les points d'attaque le 13 au soir. M. le prince de Waldeck exécuta la

passage du Rhin le 13 au matin. Un vent contraire l'empêcha de juger que les lignes étaient forcées ; loin d'en avoir l'avis, il eut, dit-on au contraire, le faux avis qu'elles ne l'étaient pas ; il retourna de l'autre côté du Rhin.

Le long retard de M. le duc de Brunswick sauva d'un côté les troupes Françaises : la fatalité qui fit qu'un brave et loyal prince prit le change, les sauva de l'autre. Artillerie, caissons, vivres, bagages, tout devait tomber en leur pouvoir. L'armée de la convention, dans cette partie, devait être réduite à peu de chose : les places de l'Alsace devaient être privées de leur secours ; telle devait être l'issue d'un superbe plan.

SUITE de la prise des Lignes.

LE 14, l'armée traversa Wissenbourg et Lauterbourg. Elle alla camper à trois lieues des lignes.

Le 17, le général Mezzaros, commandant l'avant-garde Autrichienne, se porta sur Haguenau, dispersa l'arrière-garde des troupes

françaises, alla camper en avant de Haguenau, puis se porta sur Wegersheim et Hoerdt.

Le 18, l'armée traversa la forêt de Haguenau, puis la ville et alla camper entre Batzendorf et Drusenheim. Le Fort - Louis fut bloqué le même jour par le feld - maréchal prince de Waldeck. L'armée s'avança dans la suite, la division de gauche commandée par M. le prince de Waldeck, à Wantzenau vers Strasbourg ; la droite aux ordres de M. le baron de Hotze, à Bouxviller ; le quartier général de M. le comte de Wurmser, à Brumath.

Ce ne fut qu'après une action très-chaude, qui fut décidée dans un quart d'heure à la baionnette, que M. le prince de Waldeck s'empara du village retranché de Wantzenau. Cinq cents tués, le double de blessés, quatorze pièces de canon, quatorze charriots de poudre et quantité de fusils pris furent les trophées de sa victoire.

Le général Mezzaros et le colonel prince de Hohenlohe chassèrent en même-tems les corps Français de la forêt de Brumath, quoiqu'ils y fussent en nombre.

Le 31, le général baron de Hotze occupa le Dachsberg près de Bouxviller.

Dans la nuit du 3 au 4 de novembre, le comte Alexandre d'Olonne, neveu du général comte de Vioménil et colonel de la cavalerie de Mirabeau, marche avec un détachement sur le village de Dottviller. Sa mission était de savoir des nouvelles de l'ennemi. Des détachemens de Français étaient barricadés dans ce village avec des charettes, à ce qu'il apprend. Il se rend maître du pont, pour leur couper la retraite; il investit le village avec sa cavalerie; il force les barricades avec son infanterie. trente-cinq hommes sont amenés; quarante à cinquante sont laissés morts sur le terrain.

Le 13, après quatre jours de bombardement, le Fort-Louis, laissé derrière la gauche de l'armée, se rendit. La ville était presque entièrement réduite en cendres. On trouve cent dix bouches à feu dedans. Trois mille cinq cents hommes sont faits prisonniers.

Le 18, trente-cinq mille hommes des armées républicaines étaient devant Strasbourg, vingt mille devant Saverne et huit mille entre ces deux villes. La gauche de l'armée autrichienne, commandée par M. le prince de Waldeck, était à Wantzenau; la droite,

commandée par M. le baron de Hotze, à Bouxviller. Ils attaquent à trois reprises différentes M. le prince de Waldeck; à la troisième il les repousse jusque sous le feu de Strasbourg. Ils attaquent sur trois points différens M. le baron de Hotze, et finissent par replier ses avant-postes. Il fait plus que de les reprendre. La canonnade avait duré huit grandes heures; les feux de file avaient duré presqu'autant. Le général Mezzaros les culbuta ce jour-là quatre fois de suite. M. le prince de Hohenlohe les repoussa pareillement.

Le 19, on s'attendait à marcher en avant, point du tout, l'armée fit une marche rétrograde. M. le duc de Brunswick avait manqué le château de Bitche, il trouvait la saison trop avancée pour entreprendre, soit sur Phalsbourg, soit sur les hauteurs et les gorges de Saverne. Il se repliait vers Pirmasens pour prendre des cantonnemens d'hiver.

Le général comte de Wurmser prit une position en arrière, la gauche commandée par M. le prince de Waldeck, en avant de Drusersheim; la droite commandée par

le général major de Hotze en arrière de Bouxviller ; la division aux ordres de Mong.r le prince de Condé en arrière de Gunterhofen ; le lieutenant-colonel comte de Clenau commandant un corps intermédiaire entre le prince et le général-major baron de Hotze; le général major [redacted] de Kospoth, vis-à-vis Brumath, entre M. le prince de Waldech et M. le prince de Condé.

Le 25, les troupes françaises essayèrent de tourner l'aile droite du corps d'armée de Condé; elles furent forcées de se retirer sans avoir eu d'autres succès que celui de tuer quelques chevaux. Elles avaient une batterie de seize et de plus petit calibre, en avant de la position de ce corps, et une dans le village de Bertheim, qui lui aurait fait beaucoup de mal sans un rideau derrière lequel cette aile était en bataille. Des carabiniers de l'Empereur, placés plus à droite, les chargèrent jusqu'à l'entrée d'un village, perdirent quelques hommes devant ce village et furent soutenus par les chevaliers de la couronne.

I.re AFFAIRE A BERTHEIM, le 1.er décembre.

Le 26, Mongr. le prince de Condé fit occuper le village de Bertheim. Le général comte de Vioménil fit faire à la hâte deux redents, l'un en avant de ce village, l'autre sur la gauche, tous les deux du côté de l'ennemi pour avoir au moins deux points de défense. Il en fit commencer un troisième en arrière du village pour protéger la retraite des deux premiers. Des alertes et des canonnades toujours revenues ne permirent pas de l'achever. Le village était dominé du côté de l'ennemi : c'était un mauvais poste que les talens de M. de Vioménil ne pouvaient pas rendre bon. Ce village important par sa position, en avant du corps d'armée de Condé, va devenir le théâtre de trois journées brillantes pour ce corps.

Le 1.er dècembre, on est attaqué sur divers points. Des troupes françaises se succèdent; elles se portent en nombre considérable contre Bertheim. Elles avaient dix pièces de canon en batterie sur les hauteurs, en ar-

rière de Keffendorft, quatre pièces de seize et deux obusiers sur les hauteurs du village de Hoechstett. Pour répondre aux feux croisés de ces deux batteries, l'avant-garde, qui défendait Bertheim n'avait que six pièces, deux de huit, deux de six et deux de trois.

En vain une artillerie formidable tonne sur la garde du redent, en avant du village, garde composée de cent hommes ; en vain elle y foudroye cinquante-cinq hommes, tant de Hohenlohe que de Mirabeau ; ce qui n'est pas mis hors de combat tient comme le rocher battu par la tempête. Rien ne peut lui faire abandonner le redent, un courage fait pour être cité la soutient contre tout. Les assaillans se retirent l'après-midi. L'attaque durait depuis le matin ; la cavalerie de la légion et les hussards de Salm chargent leurs tirailleurs et les reconduisent à coups de sabre.

Quelques jours auparavant ils en avaient étendu par terre trente à quarante, faisant partie d'un essaim de tirailleurs dont quelques-uns venaient crier des sottises. On avait égaré le soldat français à un tel point qu'une partie des soldats trouvait de la gloire et de

l'honneur à servir des tyrans tels que Robespierre et consors. Quand on ne pouvait corrompre un régiment dans une garnison, on lui faisait traverser la France pour qu'il fût travaillé tous les jours par un nouveau club. On avait mystifié le peuple à un tel excès que des pères et des mères faisaient donner pour nom de baptême, à leurs fils, le nom de Marat ! On voyait au coin d'une rue dans quelques villes, rue de Marat, en gros caractère.

2.e *Affaire a Bertheim*, *le 2 décembre.*

Les troupes qui servaient la république attaquent de nouveau Bertheim avec des forces considérables. Une artillerie meurtrière met le désordre dans le redent fait à la hâte, en avant du village, et gardé par des soldats de Hohenlohe. Ce redent est abandonné. Ceux qui l'évacuent entraînent ceux qui les soutiennent. Les attaquans se précipitent en foule sur l'ouvrage : ils en sont maîtres.

Le prince envoie la septième compagnie

de chasseurs nobles au redent, en arrière du village. Partie de ceux qui se retirent se rallient sur cette compagnie et fait avec elle une retraite en bon ordre. Le général comte de Vioménil fait promptement mettre en batterie les pièces qui lui reviennent du redent de l'avant. Ces pièces tirent sur-le-champ à mitraille sur les assaillans ; ils mettaient en batterie des pièces de canon ; ils en avaient déjà deux de placées : ces pièces allaient vomir la mitraille.

Les assaillans arrivent dans le village ; le prince a vu le moment décisif : *en avant*, *pas de charge*, *marche*. Il est à la tête de ses deux bataillons de chasseurs nobles ; on ne peut pas avoir une contenance plus guerrière : la victoire est sur son front. L'ardeur étincelle sur tous les visages. *Colonne*, *halte*. L'épée dans une main, une petite lunette d'approche dans l'autre, le prince jette un regard : un coup-d'œil aussi prompt qu'assuré lui suffit.--Monseigneur vous nous arrêtez, nous allons enlever ces batteries.--Allons nouveaux Bayards, *en avant marche*.

Le bruit de toutes sortes de bouches à feu

perce les oreilles. La mitraille, les balles et les éclats de l'obus cassent des bras, des jambes, des têtes, rien n'arrête le valeureux élan des officiers-soldats; l'un tombe à droite, l'autre à gauche, l'un mort, l'autre estropié, l'autre à demi-mort : ceux qui restent n'en ont que plus d'ardeur. Braves amis, disent ceux qui sautent par-dessus de malheureux frères d'armes étendus par terre, bientôt nous vous releverons.

Ceux qui tout à l'heure attaquaient, sont enfoncés, culbutés, trois pièces de canon leur sont enlevées, le village est repris. Vive le roi!

Le prince était à cheval à la tête de ses chasseurs nobles, semblant élevé sur ses étriers; sa plaque du St.-Esprit à découvert, et brillant de cette valeur qu'on vit tant de fois sur le front des guerriers de son nom. Il oubliait que la gloire de celui qui commande n'est pas où le péril est le plus grand. Heureusement que des hommes, auxquels on n'a pas donné un moment pour se reconnaître, n'ont pas le coup-d'œil que donne le sang-froid. Heureusement qu'une nouvelle Minerve semble veiller sur ses jours.

Quatorze gentilshommes soldats sont tués roides ; soixante-trois sont blessés plus ou moins grièvement.

Passons au combat que va livrer la cavalerie noble. Ce n'est point un combat tel que celui de Quélus, de Maugiron et de Livarot contre Dentragues, Riberac et Schomberg; combat qui coûta la vie à tous, hors à d'Entragues qui ne fut que blessé. Ce n'est point un combat tel que celui des trente, où trente vaillants Anglais firent un assaut de valeur contre trente vaillans Bretons. Ces combats furent ceux de généreux guerriers qui s'honoraient d'une mutuelle estime.

Ici sont de fidèles royalistes contre des cavaliers qu'on vint à bout de rendre infidèles à leur Roi, leur serment, leurs drapeaux et leurs officiers. Nous n'étions plus dans ces tems où l'honneur et la loyauté combattaient de part et d'autre. Nous n'étions plus dans ces tems où quoique animés par la fureur des guerres civiles, l'intrépide Condé coucha dans le même lit que le duc de Guise, son implacable ennemi.

Revenons au moment où les chasseurs

nobles marchaient sur Bertheim. La cavalerie va marcher en même-tems, pour tourner le village et poursuivre la victoire. *Sabre à la main , au trot , marche.* Jamais sabre ne fut tiré plus vîte. Un prince qui frappe les regards par la noblesse de son maintien, est à la tête de cette cavalerie. Elle va seconder Mong.r le duc de Bourbon comme de braves Français secondèrent Henri IV à Fontaine-Française, lorsqu'à la tête de trois cents chevaux ce prince, que l'amour entoura dans l'instant, s'écriait : *amis , faites comme je vais faire.*

Les trois derniers escadrons de gentilshommes cavaliers vont en venir aux mains avec des escadrons de Royal-Roussillon. Ces derniers ont de leur côté des pièces de position et des obusiers qui tirent de dessus des hauteurs sur ces escadrons; de l'infanterie qui fait des feux de file sur un de leurs flancs; des pièces de campagne qui tirent en face à mitraille. Le boulet ronfle, l'obus éclate, la balle siffle : c'est au travers de ces feux que les trois escadrons avancent.

Pour charger il faut qu'ils franchissent un petit ravin qui doit les désunir et qui les

désunit un peu. Les rangs sont éclaircis par les hommes et les chevaux qui tombent. Le très-grand nombre qui n'est pas atteint, n'en va pas moins fièrement à la charge. Ce n'est pas en chantant l'hymne de Rolland, fameux guerrier du tems de Charlemagne ; mais en peignant la joie d'aller braver la mort pour la plus belle cause qui fût alors sur la terre.

Royal-Roussillon vient en bon ordre au devant des escadrons de gentilshommes pour les charger lui-même ; de part et d'autre on est au trot ; l'espace qui sépare les uns des autres est bientôt franchi. Cavaliers, s'écrie le commandant de Royal-Roussillon, *du courage et de l'ensemble*. Du côté des Condéens, partent les cris de vive le Roi : ces cris sont perçans, ils doivent porter le trouble jusqu'au fond de l'ame des cavaliers de Royal-Roussillon.

Les escadrons vont se heurter. Le flanc gauche de Royal-Roussillon est débordé par le flanc droit des Condéens, le flanc gauche des Condéens est débordé par le flanc droit de Royal-Roussillon ; on va se charger par-devant, par derrière et en flanc. Les escadrons s'abordent, le choc est si rude qu'il

tombe des hommes et des chevaux : les flancs se replient sur ce qu'ils débordent. Aux ailes, au centre, on passe de part et d'autre entre les files, on s'attaque en face, en croupe, en flanc. D'un bout à l'autre de ce qui formait deux rangs, du côté des cavaliers nobles comme du côté de Royal-Roussillon, les uns sont renversés sur le cou de leur cheval, d'autres sur la croupe, d'autre par terre.

Ici c'est un combat de plusienrs contre plusieurs; là c'est un combat individuel. L'un est attaqué pendant qu'il attaque, l'autre reçoit des coups pendant qu'il en porte. Ici l'on pointe, ailleurs on sabre; celui-ci tombe de cheval, celui-là remonte sur le sien ou sur un autre. L'un a le visage en lambeaux, un autre est couvert de sang; l'un est mourant, un autre expire.

Ici des Condéens démontés se défendent contre des cavaliers à cheval. Là des royalistes et des cavaliers démontés, les uns comme les autres, se battent avec une égale bravoure. Ici l'un donne la mort en la recevant; là succombe un Condéen dont le sabre est en pièce et qui, quoique sans

défense, n'en est pas moins percé de plusieurs coups. Ici s'arrête un Condéen à qui l'honneur dit : celui que tu combats est par terre et perd son sang. Là des républicains étendus par terre ne sont peut-être pas blessés mortellement, tant mieux pour eux, dit un Condéen, s'ils en reviennent.

Ici sont mutilés de braves amis du lis, là sont baignés dans leur sang des preux dont les sentimens et la conduite honorent l'infortune. A côté sont baignés dans le leur des cavaliers tués ou blessés en combattant pour des régicides et pour des meurtriers de leurs compatriotes.

Ici sont étendus morts de malheureuses victimes de l'honneur et du devoir. Là sont étendus morts d'infidèles cavaliers auxquels on fit livrer, pour être brûlés, les étendards et les drapeaux sous lesquels nos pères avaient gagné les batailles de Fornoue, de Marignan, d'Ivry, de Rocroy, de Senef, de Denain, de Fontenoy, d'Hastenbeck, etc.

Ces guerriers ne pensaient pas qu'ils travaillaient à consolider l'usurpation et la tyrannie sous lesquelles ont gémi leurs concitoyens. Soumis au gouvernement quel qu'il

fût, en vertu des lois de la subordination, ne vivant que dans les camps, ne s'occupant point des factions, ils croyaient se battre pour une belle cause et pour la patrie. Ils n'étaient occupés que de marches, de combats et de gloire militaire. Mais revenons sur le champ de bataille.

Ici sont des armes brisées, là sont des calottes de fer qu'on donnait en France, pour mettre la tête à l'abri des coups de sabre. Les Condéens n'avaient de défensif que la coquille de leur sabre. Ici se trouve une lettre tombée, sans doute, de la poche ou de la coiffure d'un cavalier. On remarque dedans le passage suivant : « Apporte-moi » le crâne d'un royaliste, pour boire dedans » à la santé de la république. »

Quel contraste entre les Français restés fidèles et les Français égarés !

Le cavalier que les factieux insurgèrent pour leur élévation et leur fortune, n'est plus le Français d'autre fois. Le chevalier qui reçut ses armes de l'honneur, n'en est pas moins ce qu'il doit être envers le cavalier qui n'est plus Français. Si d'un côté l'on tue les prisonniers et les blessés, de

l'autre on est retenu par le respect que commandent les lois de la guerre. Si les uns ne semblent animés que par une espèce de rage, il en est d'autres qui sont animés par un sentiment véritablement français, celui de la loyauté.

Le militaire qui nâquit sur notre sol et y fut élevé, avant ce qu'on a nommé si dérisoirement la régénération, ne conservera point des sentimens qui nous sont étrangers et qui ne s'allient point avec la gloire.

Deux officiers généraux et seize gentilshommes cavaliers sont tués roides; cinquante-quatre sont blessés, tant en allant à la charge qu'en chargeant; à peine en reste-t-il le double. C'en est assez, la victoire est au bout de leurs sabres. Le champ de bataille est au plus heureux. Un terrain couvert de cadavres, de blessés, de sang, d'armes et de chapeaux est le prix de la victoire. Les Condéens en sont maîtres; les morts, les blessés, tout leur reste.

Tranquilles comme après une affaire finie, l'un d'eux était auprès de son ami, un autre était à côté d'un frère d'armes, un troisième auprès d'un blessé. Celui-là s'occupait de sa

blessure, celui-ci de la blessure d'un camarade. L'un demandait si quelqu'un avait des bandes, l'autre cherchait de la charpie. Un moment de plus, ceux qui en avaient dans leur porte-manteau allaient l'ôter de dessus leur cheval en attendant des chirurgiens.

On entend les commandemens : *à cheval et à vos rangs*. De nouveaux escadrons paraissaient et marchaient sur les royalistes. Les Condéens étaient pêle - mêle comme dans un champ de foire, les uns à cheval, les autres à pied ; les escadrons patriotes avançaient.

Monter à cheval et se remettre sur deux rangs, sont l'affaire du moment. Les voilà réformés en bataille. Ils n'étaient guères dans le cas de briller une seconde fois. La prévoyance avait pressenti ce qui pouvait arriver. Les deux premiers escadrons de gentilshommes, les dragons de la Couronne et les fidèles de Dauphin étaient en arrière, ils passent en avant.

Ces escadrons sont commandés par un descendant de ce héros qui se signala sous Louis XIII et sous Louis XIV. Un jeune prince qui semble aller jouer aux barres,

est à leur tête. De braves chevaliers suivent Mong.r le duc d'Enghien comme de braves cavaliers suivirent Henri IV, près d'Aumale, où sa valeur manqua lui coûter la vie, lorsqu'atteint d'une balle qui lui laboura la peau, ce prince, à la tête d'un seul escadron, criait : charge, charge.

Les escadrons que commande le jeune prince sont au trot, le sabre au poignet. Les nouveaux escadrons qui marchent sur eux payent un moment de contenance, puis ils battent en retraite.

Les deux premiers escadrons avec les chevaliers de la Couronne et Dauphin les poursuivent. Ils chargent de l'infanterie qu'ils rencontrent sur leur gauche. Quatre pièces de campagne sont le fruit de la poursuite. Les chevaliers de la Couronne en amènent deux ; Mong.r le duc d'Enghien en fait conduire deux devant lui. Le jeune prince avait reçu deux coups de baïonnette, l'un à un bras, l'autre dans son habit ; le premier n'avait heureusement percé que la manche.

Que n'étiez-vous avec ces fidèles, M. le duc, vous qui montâtes à l'assaut des premier à Oxakou ! vous auriez vu de beaux

faits d'armes. Vous étiez allé demander pour eux, à l'héroïne du nord, des possessions dans le midi de ses états, si leur destinée était de dire pour toujours adieu à leur patrie.

Mais qui est-ce qui frappe les regards avec un bras en écharpe? c'est Mong.r le duc de Bourbon blessé d'un coup de sabre sur le poignet droit. Deux de ses aides-de-camp étaient aussi blessés.

Qu'est-ce qui frappe encore les yeux? ce sont les deux étendards des trois derniers escadrons brisés par le milieu tous les deux; mais toujours dans les mains de ceux qui les portaient : l'inscription est dans son entier. L'on voit toujours d'un côté, *pro Deo et Rege*. De l'autre, *debellare superbos, parcere subjectos*.

Relativement à Mong.r le duc de Bourbon, le cavalier qui le blessa n'était sûrement pas de la trempe de ce cavalier français qui, près de sabrer un cavalier qu'il avait démonté, s'arrêta le bras en l'air, au mot *arrête, je suis le Roi d'Angleterre*. Ce cavalier, Roi d'Angleterre, était Guillaume II. Le cavalier français lui aida respectueusement à remonter à cheval. Il faut dire

cependant que la lame du sabre d'un cavalier blessé, tomba sur le poignet de Mong.r le duc de Bourbon, sans qu'il y eût intention de la part du cavalier.

Il en était parmi les gentilshommes soldats et parmi les gentilshommes cavaliers, dont le fils combattait près de son père; il n'en était point dont le père, le fils et le petit-fils combattissent à-la-fois sous les étendards de la religion et de la monarchie. On n'avait cet exemple que dans l'auguste famille qui les menait à la gloire. Trois Condé combattaient en même-tems pour le Roi, pour la nation et pour la patrie, contre le joug avilissant de l'usurpation et de la tyrannie. Tous les trois pouvaient être tués le même jour.

3.e *Affaire a Bertheim*, *le 8 décembre.*

Ils reviennent à la charge avec une grande supériorité de moyens, ces hommes qui, du moins, ont conservé la brillante valeur avec laquelle les Français ont attaqué dans tous les tems. Une nuée de tirailleurs couvre la

campagne ; cette nuée fond à la course comme de tous les points d'un large demi-cercle, sur les deux entrées du village qui sont de son côté, s'y réunissent en deux colonnes et avancent au pas de charge.

La garde du redent en avant et celle du redent à gauche ne sont pas en état d'arrêter ces colonnes. Les deux gardes se retirent ; les redents sont occupés et dans l'instant le village de Bertheim est plein d'assaillans.

Les deux bataillons de chasseurs nobles sont aussitôt sur deux colonnes. Le prince est à leur tête, rayonnant de cette bravoure héréditaire dans les prince de son sang. *Pas de charge, marche.* Voilà deux bataillons de gentilshommes français lancés sur deux colonnes de troupes françaises. Que va-t-il s'en suivre ? si l'affaire n'est pas décidée dans un moment, le terrain sera couvert de morts et de blessés.

Ce qui s'était passé le 2 se renouvelle le 8. Le général comte de Vioménil fait encore placer et jouer sur-le-champ l'artillerie de son avant-garde ; elle vomit la mitraille sur les colonnes ennemies. Leur artillerie fait également feu sur les chasseurs nobles ; ils

n'en fondent pas avec moins d'ardeur sur les colonnes françaises.

Des Mirabeau et des Hohenlohe ralliés veulent passer en avant; camarades, cela ne se peut pas. Jettez-vous sur quelqu'autre point. L'impétuosité des Condéens est telle que rien ne les arrête.

La campagne, qui tout-à-l'heure était couverte de tirailleurs, est couverte des mêmes hommes battant en retraite. Le village enlevé par la promptitude et la valeur, est repris par la bravoure secondée de la fortune. Vive le Roi. La poursuite est si vive que ceux qui fuient n'ont pas le tems de se reconnaître.

Les escadrons condéens vont tourner le village pour charger ceux qui l'évacuent. Le prince a joint ces escadrons et s'est mis à leur tête. *Sabre à la main, au trot, marche.* Son petit-fils l'accompagne : il prend le galop et se porte en avant pour faire une reconnaissance sur le chemin de la retraite.

Mong.r le duc d'Enghien revient de la découverte. Il a vu le chemin de la retraite couvert, en quelques endroits, de troupes et d'artillerie embusquées derrière des haies,

proche d'un village. Un coup de canon tiré sur le jeune prince, d'un endroit où il ne voyait point d'artillerie, lui confirme qu'il y a des pièces masquées. On a tiré sur sa personne, il n'a pas été touché, Dieu soit loué. O vous sur qui l'on fondait de grandes espérances, jeune et malheureux guerrier, que n'êtes-vous encore dans le cas de vous exposer, si malheureusement nous avons de nouvelles guerres !

La poursuite aurait conduit à des attaques de postes ; la cavalerie condéenne n'avait que son sabre et ses pistolets. Tant mieux, le père, le fils et le petit-fils, qui nous commandent, n'iront pas plus loin ; ils ont couru d'assez grands dangers ; ils oublient trop facilement qu'ils nous doivent leur conservation.

Trois cents Français restent morts sur le terrain que les chasseurs nobles viennent de reprendre sur eux. Cette affaire coûte à ces chasseurs deux officiers généraux et treize gentilshommes tués roides ; un officier général et vingt-un gentilshommes blessés. L'affaire leur aurait coûté bien davantage si, de leur côté, l'on avait perdu quelques secondes seulement.

Les attaquans étaient au service de cette convention qui faisait guillotiner nos mères, nos femmes, nos pères, nos sœurs, nos frères, ainsi que mille et mille autres personnes plus ou moins innocentes. Mais parmi ces hommes il en était beaucoup qui servaient par force et qui avaient horreur des forfaits de la convention, cela suffisait. Ce n'était pas du sang de ces militaires dont on était avide, mais de ce qu'il y a de plus glorieux dans les combats, la victoire ; et de ce qu'il y a de plus honorable à la suite, la générosité.

Les chasseurs et les cavaliers nobles avaient traité les vaincus le 2, comme des guerriers européens, qui ont un droit des gens, doivent se traiter. Ils se conduisent de même le 8. De leur côté l'on sent le prix de la modération sans laquelle il ne peut y avoir ni retour ni rétablissement. Après la victoire peut-il y avoir quelque chose de plus beau que d'être compatissant envers des compatriotes trompés, séduits, égarés, entraînés, forcés.

Tous les Condéens blessés qui tombaient entre les mains des soldats et des cavaliers

français, étaient inhumainement mis à mort; sans doute que leurs officiers ne pouvaient pas empêcher ces traits de barbarie. Le tems où ces hommes égarés redeviendront Français arrivera; ils ne voudront plus aller à la gloire que par le chemin de l'honneur.

O vous qui fûtes Français, comment pouviez-vous tuer, après le combat, des compatriotes blessés! Un pareil acte de férocité peut-il s'allier avec la bravoure et la loyauté? N'a-t-on pas toujours traité de lâche celui qui frappe un homme sans armes? N'est-ce pas assassiner que de tuer un homme sans défense? Comment des guerriers, appartenant à une nation civilisée, pouvaient-ils jouer un rôle qui ne convient qu'à des sauvages et à des barbares. Je ne veux pas dire à des assassins et à des bourreaux par respect pour le nom français.

Comment pouviez-vous imiter des barbares envers de malheureux compatriotes, vous qui n'exécutâtes point le décret de la convention, qui vous ordonnait de ne point faire de quartier aux Anglais non plus qu'aux Hanovriens.

Grenadiers, chasseurs et soldats qui fûtes

Français et qui, pour la plupart sans doute, êtes redevenus Français, je vais vous en dire la raison. Les fourbes qui voulaient en venir à gouverner la France, pour satisfaire leurs passions, avaient dénaturé tous les principes, toutes les idées reçues dans le monde social, et jusqu'aux vérités les plus réelles. Ce que les anciens et les modernes avaient appelé vices et crimes, ils le préconisaient comme vertus; ce qui était faux ils le donnaient pour vrai. Ils faisaient passer le Roi pour un tyran, les nobles pour des ennemis du peuple et des traîtres à la patrie.

Grenadiers, chasseurs et soldats, dans quelle erreur on vous jetait! C'était pour les jacobins de la convention que vous combattiez. C'était contre des preux et des braves qui vous donnaient l'exemple de la fidélité que nous devions tous à nos drapeaux, à notre serment, à l'honneur et à la vraie gloire.

L'affaire du 2 avait donné lieu à des propos faits pour être retenus : celle du 8 n'y donna pas moins lieu. Je rassemble ici ceux dont j'ai connaissance : il y a du plaisir à les citer.

Le maréchal de camp Daigremont, au moment de s'ébranler pour charger, reçoit une balle dans un bras. Son neveu lui parle d'aller se faire panser. Ce n'est pas le moment, dit-il, et il mène son escadron à la charge.

Le chevalier de Guilhem, capitaine-commandant à l'ex-régiment de Beauvoisis, a le pied gauche brisé par un boulet, il essaye de suivre par derrière, en sautant sur un pied et en s'appuyant sur son fusil. Vain effort de courage. Il s'est fait mettre une une jambe de bois à Wurtzbourg et il a fait les campagnes suivantes sur un cheval que le Roi lui a donné.

Un autre estropié voit amener une pièce.— D'où vient-elle ? -- des républicains ; ils battent en retraite. -- Bravo.

Le baron d'Armur, au moment de laisser la vie sur le champ de bataille, demande si l'on est vainqueur ; oui, répond un camarade--c'est bon, je meurs content.

Un grenadier de Mirabeau vient pour se faire panser, il voit des chasseurs nobles plus blessés que lui, il retourne au combat. Un recrue franc-comtois a deux doigts hachés

par une balle, il peut encore charger son fusil, on ne peut lui faire quitter la partie.

On était encore sur le champ de bataille, on plaignait un nommé M. de Laval, du Languedoc, qui venait de perdre son fils, les eul fils qu'il eût.--Mon fils était à sa place, il est mort pour la plus belle des causes, j'en fais le sacrifice avec résignation.

M. de Martignac n'a plus que quelques momens à vivre, il est frappé d'un boulet. Son dernier regard est sur les soldats gentils-hommes qu'il commande. « Adieu, mes » amis, soyez plus heureux que moi.

Un chirurgien vient pour panser un M. de Goy-du-Vivier, mortellement blessé. -- Pansez, monsieur en montrant un autre blessé. -- Je suis légèrement blessé, pansez monsieur.--Je n'en reviendrai pas, réplique M. de Goy, c'est à monsieur qu'il faut donner vos soins.

Le chevalier de Barras avait le bas d'une jambe emporté, le talon de l'autre fracassé. Un blessé se plaignait à côté de lui. « Songez » à Notre-Seigneur sur la croix; songez à » notre Roi sur l'échafaud. Celui qui vous » parle vient de perdre une jambe et ne se » plaint pas. »

Journée du 9 décembre,

Retraite sur Haguenau.

Le corps d'armée de Condé, depuis le 19 de novembre, campait derrière Winterhausen; son avant-garde en arrière de Bertheim, gardait ce village, repris deux fois si heureusement. Soit que le lieutenant-colonel comte de Clenau, campé sur la droite, fût forcé dans sa position, soit que le général-major baron de Kospoth, campé sur la gauche, le fût dans la sienne; le corps de Condé avait l'ennemi sur les flancs. Tous les jours la position de ces deux commandans ou celle du corps de son altesse, était attaquée. Elle l'était par des troupes qui se battaient aussi vaillamment pour une république fondée par les jacobins, que les armées françaises se battaient autrefois pour la gloire et les intérêts de la France, sous Charles v, Charles vii et François i.er

Le 9 de décembre ces troupes attaquent M. de Clenau dans sa position, avec des forces très-supérieures. M. de Clenau va

plier. Un petit renfort de carabiniers et de dragons de l'Empereur, accoutumés à vaincre, les chargent. Les Français tiennent ferme : les carabiniers et les dragons se retirent. Les Français marchent en avant : M. de Clenau fait sa retraite.

Une partie des troupes françaises fait tout-à-coup un changement de front sur les flancs des Condéens. Des corps de réserve qui les tiennent en échec de dessus des hauteurs, descendent en même-tems pour les attaquer. Les Condéens n'ont que le tems de se retirer pour ne pas être coupés. Quoique suivis de fort près ils exécutent des passages de lignes les unes au travers des autres, avec autant de calme et autant d'ordre que des troupes bien exercées qui manœuvrent devant un inspecteur.

Ils entrent dans la position retranchée qu'ils devaient prendre au premier jour, la droite vers Lembach, la gauche à Drusenheim, le centre en avant de Haguenau, la rivière, dite la Mode, derrière une grande partie de la ligne. L'armée ne campe plus, elle bivaque et le bivac ne discontinue point.

Ce bivac est assez curieux. Ici sont des groupes de chasseurs nobles, au tour d'un feu qu'ils allument avec le soufflet que leur a donné l'architecte du genre humain. Ici quelques-uns sont assis sur leur sac, qu'ils appellent leur ouiski. D'autres se promènent à côté d'eux, d'autres font une partie de domino. Vont et viennent des revendeurs et des revendeuses, achetez, achetez du saucisson, achetez du saucisson. Presque tous ont la bouteille de rogomme dans une main et le petit gobelet dans l'autre. Voyez un chevalier de St.-Louis qui raccommode le sac dont il a le dos chargé quand il est en marche. Voyez cet autre qui coud des boutons à ses guêtres.

Plus loin sont des chevaux attachés à de gros bâtons ferrés par un bout et fichés en terre, quelques-uns sont attachés à des anneaux de fer vissés dans des arbres. Pendent aux branches des brides et des sabres. Voyez-vous des hommes, dont la plupart ont une décoration, le bonnet de police en tête et la trousse de fourrage en croupe? ils viennent d'une distribution. En voyez-vous qui promènent l'étrille sur le corps de leur cheval?

En voyez-vous qui frottent la poignée de leur sabre? Ici s'arrête une carriole de cantinier. Qui veut du fromage? qui veut du fromage?

Voyez des chasseurs nobles qui font bouillir la marmite ; voyez ceux-ci qui pelent des pommes de terre. En voilà d'autres qui mangent de bout un morceau de gruyère. D'autres assis mangent un morceau de saucisson durci dans leur poche : ce sont là leurs cantines. Celui-ci s'abat deux ou trois lignes de barbe dans le cabinet de toilette le plus aéré. Celui-là dort sur un canapé de verdure, comme la nature en place au pied des arbres. Un plaisant fait des contes; un chevalier de Malthe raconte ses caravanes; un jeune homme joue du flajeolet.

Il en est qui souffrent, c'est pour la cause de leur Roi, pour la cause de leur chef, comme chef de la nation ; pour la cause de leur père, comme père de la patrie. C'est pour remplir les plus beaux devoirs, qu'un Français puisse jamais avoir à remplir. C'est pour servir la plus belle cause qu'il y ait dans le monde. Cela satisfait le cœur et l'esprit.

Je n'ai pas le sou, dit l'un, pour ajouter à mes quinze creutzers, et la moindre chose coûte fort cher. J'ai sur moi, dit un autre, une garnison qui me dévore, et je ne puis m'en défaire. Je ne suis point armé contre la saison, dit un troisième, je souffre tantôt du froid, tantôt de la pluie. Peut-être, dit un autre, qu'il coule chaque jour un verre de larmes des yeux de celle qui me donna le jour. Peut-être, dit un dernier, que mon père est entre les mains d'un tribunal révolutionnaire : peut-être qu'il est au pied de cet instrument qui fait tomber les têtes, comme la faucille fait tomber les épis de blé dans le tems de la moisson.

Si l'on entend un chasseur noble, non-pas se plaindre, la plainte inutile est faiblesse; mais dire qu'un bivac continuel au mois de décembre, est dur quand on n'est pas vêtu, l'on entend assitôt répondre que quand M. de Vendôme prit la Verne, dans le Piémont, en 1705, il tombait des soldats morts de froid et qu'on ne se plaignait pas.

Si l'on entend un cavalier noble, non pas murmurer, il n'est pas de royaliste à l'armée de Condé dont la nature ait oublié de tremper

l'ame à ce point, mais s'appesantir sur la continuité du bivac, un camarade lui cite que dans une nuit d'hiver, en 1644, on trouva sur un rempart de Sedan, le vicomte de Turenne, âgé de dix ans pour lors, couché sur l'affût d'un canon, pour se préparer aux fatigues de la guerre. Un autre cite Louis XII se plaisant à coucher sur la dure. Un troisième cite la bataille de Marignan, où François I.er dormit quelques heures, tout armé, sur un canon.

JOURNÉE DU 22 DÉCEMBRE.

Retraite.

LA position de l'armée de Wurmser était depuis le 9, la gauche à Drusenheim, contre le Rhin, la droite à Lembach, joignant des postes prussiens; le quartier-général de M. le comte de Wurmser et celui de son altesse Mong.r le prince de Condé, à Haguenau. Une ligne de redoutes élevées devant Bischweiler, Haguenau, Schweighausen, Freichweiller, Salzbach et postes intermédiaires, avec quelques rédents, en formaient la

défense. Ces redoutes étaient bien placées, grandes, bien faites, bien armées. L'état-major autrichien qui, chez l'Empereur, était chargé des fortifications de campagne, est fort bon; mais la ligne de défense qu'elles formaient avait six lieues ou environ de développement. Cette étendue nécessitait de grands intervalles entre quelques redoutes. On n'avait pas eu le tems de faire assez de redents. La nature du terrain ne défendait que quelques points seulement. L'armée qui gardait ces lignes n'était que de quarante mille hommes. Point de réserve, point de troupes en seconde ligne.

Depuis la reprise de Mayence, l'armée prussienne formait le blocus de Landau.

L'armée française du nord n'était plus occupée par l'armée de Cobourg, cette armée s'était retirée dans des cantonnemens d'hiver. L'armée française de la Moselle n'avait plus en tête une partie de l'armée prussienne, celle-ci avait quitté les bords de la Sarre et s'était retirée derrière la rivière d'Erbach. Une partie de chacune de ces deux armées s'était réunie à l'armée française du Rhin, contre l'armée de Wurmser.

Le tems de la saison n'arrivait point, les troupes venues du nord et de la Moselle avaient pu charroyer de l'artillerie comme en été. Landau n'ouvrait point ses portes. La mort ou la délivrance de Landau, tel avait été le mot d'ordre de ces troupes, dont les généraux même n'étaient pas à l'abri du supplice de la guillotine. Il ne se passait point de jour que quelques points des lignes ne fussent attaqués. Les troupes françaises venaient le matin et s'en retournaient le soir coucher dans les villages.

La convention avait fait, dans le cours de cette année 1793, une levée de trois cent mille hommes et une levée en masse.

Ces lignes devaient être forcées. Grâces aux talens des généraux, cependant et à la valeur des troupes, les lignes étaient défendues depuis le 9 ; mais l'armée, depuis le 9, était au bivac, tandis qu'une partie des troupes françaises pouvait se reposer pendant que l'autre attaquait, vu le grand nombre de ces troupes.

Enfin, le 22 après-midi, ces troupes vinrent à bout de forcer la position de Freischweiller, où commandait le général baron

de Hotze, de retour de la veille à sa position. Elles s'étaient avancées par un brouillard épais et à la faveur des bois qui régnaient dans cette partie : on n'avait pas eu le tems de les abattre. Tous les jours on se fusillait dans ces bois. Des forces considérables sur plusieurs colonnes, avec une artillerie supérieure, se portent contre les flancs et le centre de cette position. Freischweiller est emporté. Salzbach et Martstall sont bientôt évacués. La position près Reichshofen, vivement attaquée, doit être et est évacuée.

Le général comte de Wurmser fait exécuter à l'armée les dispositions de la retraite qu'il avait concertée, dans le cas que Landau tint plus long-tems qu'on n'avait lieu de l'espérer. La retraite commença le soir à huit heures.

Le général baron de Hotze se retira par Lembach sur le Geisberg, après avoir vu faire des assauts de valeur à ses troupes, pour tenir dans leur position et pour gagner les hauteurs de Waerth. Le général comte de Wurmser, avec le corps d'armée, fit sa retraite par Sultz, sur le Geisberg, quoique l'ennemi plus près que lui de Sultz, y fût

arrivé le premier, pour lui couper la retraite; il la fit heureusement et sans autre perte qu'un peu de monde, quoiqu'il prêtât le flanc aux troupes qui s'étaient emparées de la position de Freischweiller. Le 24 au matin il était sur les hauteurs du Geisberg.

M. le duc de Brunswick et M. le comte de Wurmser concertèrent une attaque pendant cette retraite. M. le duc fit dire à M. de Wurmser qu'il était attaqué dans la vallée d'Anweiller, et que l'attaque dont ils étaient convenus ne pouvait pas avoir lieu. Les Autrichiens, loin d'attaquer de concert avec M. le duc de Brunswick, furent attaqués; ils se retirèrent au-delà de Wissenbourg et firent quelque perte.

M. le duc de Brunswick battit les troupes françaises dans la vallée d'Anweiller, et se signala pendant la retraite, comme il s'était signalé le 14 de septembre à Pyrmasens, et les derniers jours de novembre à Lautern, où il fut attaqué comme à Pyrmasens. Les Autrichiens, excédés de fatigues, auraient perdu beaucoup de monde, beaucoup d'artillerie, et sur-tout beaucoup de bagages, sans le secours des Prussiens.

Revenons aux Condéens.

Le corps d'armée de Condé avait sa position devant Haguenau ; devant cette ville dont le grand Condé, peu de jours après la mort du maréchal de Turenne, en 1675, fit lever le siége aux impériaux commandés par Montécuculi, et de devant laquelle il les repoussa jusqu'au Rhin.

Précédé d'une colonne autrichienne, ce corps fit sa retraite par Seltz sur Lauterbourg. Quoique privé de son avant-garde, il fit l'arrière-garde de cette colonne. Des hussards, qu'il croyait destinés à la faire lui en laissèrent l'honneur, en passant en avant.

Comme tous les corps de l'armée, le corps de Condé fit heureusement sa retraite, quoiqu'à la vue continuelle des troupes qui avaient conservé l'ardeur et la bravoure des Français ; malgré l'embarras de faire déblayer et passer en avant une partie de l'artillerie, des caissons et des bagages de l'armée ; malgré l'embarras que causaient mille gens de la campagne qui arrivaient de tous côtés et qui obstruaient les chemins, en se sauvant avec tout ce qu'ils pouvaient emporter sur des chevaux et sur des charrettes.

Ce corps passa le Rhin le 25 à Neubourg, au-dessus de Lauterbourg. Ainsi finit pour lui la retraite. Il alla prendre des quartiers d'hiver à Lohr, dans la partie occidentale de la Souabe, à quatre lieues du Rhin.

Son avant-garde, après avoir fait une partie du tems l'arrière-garde d'une colonne autrichienne, qui fit sa retraite sur le Geisberg, passa le Rhin auprès de Philisbourg, le 29. Elle avait fait, pendant toute la campagne, le double service de troupes de ligne et de troupes légères ; aussi avait-elle perdu beaucoup de monde. Elle avait pris des canons dans trois circonstances.

L'armée de Wurmser passa le Rhin le 29, auprès de Spire et de Manheim. Ainsi finit une campagne qui eût été belle, si une ville fortifiée suivant le troisième système de M. de Vauban, se fût rendue, la ville de Landau.

Du fruit des travaux de la campagne il ne restait que le Fort-Louis, construit sur une île du Rhin, pris par capitulation avec cent vingt pièces de canon et trois mille cinq cents hommes faits prisonniers. On abandonna dans la retraite les lignes de la Lauter, enlevées si glorieusement le 13 octobre, quoique

dans l'espace de quatre lieues, de Lauterbourg à Wissenbourg, il n'y eut pas dix toises, peut-être, au-devant desquelles il n'y eût abattis, marais ou redoutes.

RÉFLEXIONS.

Les jacobins avaient déclaré la guerre aux nobles en les proscrivant comme aristocrates, en les signalant comme ennemis du peuple et de la patrie; en soulevant contr'eux leurs subordonnés dans les corps militaires; en armant contr'eux le peuple des villes et celui des campagnes; en faisant incendier des châteaux et des archives dans lesquelles il y avait des titres, des contrats et des actes de toute espèce; en traitant de patriotes ceux qui en assassinaient; en dépouillant enfin ceux qui avaient fui le France, pour se mettre à l'abri de la guerre et des outrages qu'on leur faisait. Ce fut cette guerre lâche et atroce qui détermina ce que les révolutionnaires ont taxé d'émigration.

Les jacobins faisaient la guerre à ceux qu'ils avaient proscrits jusque dans les pays

étrangers, en faisant ce qui dépendait d'eux pour les faire chasser ou pour leur faire refuser l'hospitalité. Ils forçaient ceux des proscrits qui pouvaient porter les armes à les prendre, en ce qu'il fallait qu'ils pourvussent à leurs besoins. Il ne leur convenait d'y pourvoir que d'une manière honorable. Leur ressource était le service militaire.

Il y allait de la mort sur un échafaud pour des pères et des mères qui faisaient passer des secours à leurs enfans, de même que pour des femmes qui en envoyaient à leurs maris. L'amour paternel et l'amour conjugal étaient, dans ce cas, des crimes qui conduisaient à la guillotine plus sûrement que les plus grands forfaits. On ne vit jamais l'intolérance et la tyrannie poussées aussi loin que lors des interrègnes et dans les tems où tout retentissait des mots tolérance et humanité.

D'après ces faits, qui n'étaient que trop réels, il était bien permis aux proscrits de prendre et de porter les armes, de concert avec leurs protecteurs, auxquels les jacobins avaient déclaré la guerre. Ils avaient d'autres raisons plus dignes d'eux.

Si la première restauration que nous eûmes en 1814, et la seconde que nous eûmes en 1815, avait eu lieu après la prise des lignes de la Lauter, en 1813, que de malheurs épargnés !

Si les Français, indignés du triple forfait exercé sur le Roi, la Reine et la sœur du Roi, prince légitime et trop bon, avaient pris les armes contre les jacobins; s'ils avaient suivi l'exemple de ce peuple de guerriers étonnans qui, cette même année 1793, se rendit maître de la rive droite de la Loire jusque vers Tours, et qui fit des prodiges à Montreuil, à Chantenay, Clisson, Lorou et Montaigu, de quels maux la France était préservée !

Si, ne pouvant contenir leur indignation à la vue de tous les crimes que commettaient de vils tyrans, parmi lesquels figuraient un Marat et d'autres étrangers, ils avaient marché vers le même but que les Condéens et les héros de la Vendée, les buveurs de sang humain n'auraient pas triomphé plus long-tems d'une inconcevable patience à supporter un joug révoltant à l'excès; notre malheureuse patrie n'aurait pas continué de gémir sous l'oppression la plus iguominieuse.

Si les Français, qui jamais n'avaient souffert une pareille humiliation, et qui furent toujours si braves dans les combats, s'étaient fédérés contre les jacobins, sous les étendards de la légitimité, pour défendre l'innocence et le malheur, pour sauver la réputation nationale et pour arrêter le cours des horreurs, au lieu de se laisser guillotiner, fusiller, noyer, mitrailler, eux, leurs parens et leurs amis, les eaux du Rhône et de la Saône n'auraient pas été teintes du sang des malheureux habitans de ces contrées;

Les villes de Bordeaux, de Marseille, de Nantes, d'Arras et autres, n'auraient pas été dépeuplées par des monstres; la ville de Lyon n'aurait pas été pillée, saccagée, ruinée; sa population, ses riches manufactures, ses beaux édifices n'auraient pas été détruits; Paris n'aurait pas vu tous les jours des charretées d'hommes et de femmes conduites à la guillotine; dans toutes ou presque toutes les villes de France, on n'aurait pas vu ruisseler le sang français sur les places publiques; on n'aurait pas vu leur sol se couvrir de prisons et d'échafauds; leur population se composer de geoliers,

de prisonniers, de bourreaux et de victimes.

Si les Français, qu'un mécontentement extraordinaire contre les jacobins, dits montagnards, agitait fortement, cette même année 1793, avaient eu l'énergie de changer leur courage passif en courage actif, ce qui les eût sauvés, la plus célèbre contrée qu'il y ait en France et dans l'Europe, n'aurait pas été ravagée, dévastée, incendiée; une grande partie des blancs de St.-Domingue n'aurait pas péri dans divers tourmens; l'autre partie ne serait pas errante et dans le besoin; cette opulente colonie, d'un si grand intérêt pour la France, ne serait pas perdue pour nous; notre patrie n'aurait pas à regretter plusieurs millions de ses enfans péris d'une mort violente, en Europe, en Afrique et en Amérique; elle n'aurait pas perdu quelques milliards sans profit comme sans honneur pour l'état; nous n'aurions pas perdu quelques-unes de nos forteresses; nous n'aurions pas des garnisons étrangères dans beaucoup d'autres; nous n'aurions pas, sur nos frontières, entre le Rhin et notre France, une partie des états d'un Monarque puissant, et la Belgique réunie à la Hollande sous un Roi; nous n'aurions pas été tyran-

nisés par un homme auquel il fallait que nous fissions jusqu'au sacrifice de nos enfans pour lui aider à désoler et dépeupler la terre; nous n'aurions pas des sommes considérables à payer aux Souverains qui nous ont délivré de ce fléau.

Pourquoi, diront de coupables mécontens, rappeller des faits dont il faudrait qu'on pût enterrer le souvenir ?

Parce que des jacobins, furieux de voir s'écrouler leur système d'irreligion et d'illégitimité, ne cessent point de travailler à nous faire rentrer dans le trouble, qui est leur élément ; parce qu'ils conspirent toujours. Ils en ont donné des preuves, depuis la dernière restauration . à Grenoble , à Vincennes, à Bordeaux , à Lyon , à Melun et à Paris plus d'une fois.

N'est-il point à craindre qu'ils ne fassent de nouvelles tentatives, si l'on ne va pas à la source de leurs coupables trames? N'est-ce point à craindre si l'on ne prend pas les moyens les plus efficaces pour connaître ceux qui les font agir ?

Des étincelles ont quelques fois produit un grand incendie.

FIN.

TABLE

Des Matières.

I.re PARTIE.

2.e PARTIE.

FIN DE LA TABLE.

